

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 24 FÉVRIER 1978 - N° 640

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

Mitterrand :

● Non à la négociation avec le PC

● Continuité dans la politique étrangère de Giscard

La très longue interview que Mitterrand a accordée au *Monde* comporte trois précisions de taille, qui permettent d'éclairer mieux la situation de la gauche. Mitterrand avoue en effet qu'il ne peut guère songer à gouverner seul, sans devoir affronter des difficultés graves, il envisage explicitement les possibilités d'une épreuve de force à terme avec un PCF voulant imposer son projet de capitalisme d'État, et enfin il affirme vouloir avoir les mains totalement libres dans le domaine de la politique extérieure. Cette interview à 17 jours des élections a le mérite de la clarté.

(Lire en pages 3 et 12)

1 500 éleveurs mobilisés font reculer Wessafic

IMPORTANTE VICTOIRE PAYSANNE



1 500 paysans mobilisés à Laval ont imposé l'annulation du procès qu'intentait à trois d'entre eux la Wessafic. A Laval, les paysans ont fait le procès des pratiques de cette société. Leur victoire va au-delà de Wessafic : elle constitue une remise en

cause à une large échelle de l'«intégration», c'est-à-dire du système où le paysan, lié par contrat à la firme qui lui fournit les aliments, doit supporter les frais de l'élevage et payer au prix fort les produits qu'elle lui impose. Cette victoire rempor-

tée à la veille des élections, marque une apparition importante des paysans sur la scène politique à l'heure où les partis de droite et de gauche fourbissent leurs plans.

Concernant l'agriculture, cette apparition manifeste l'essor d'un renforcement du mouvement paysan, en dehors des structures traditionnelles des syndicats agricoles. C'est ce premier regroupement que voulait détruire la Wessafic en intentant un procès.

Il a échoué. Ce mouvement existe et, avec les mouvements des producteurs de lait et d'autres luttes, il constitue l'un des fondements d'un nouveau syndicalisme agricole défendant les revendications des paysans contre les trusts agro-alimentaires à la campagne, commençant de formuler aspirations, dessinant une base à l'alternative ouvrière et paysanne pour la révolution et le socialisme.

(Lire en page 6)

CHÔMAGE : la direction de l'INSEE dément Beullac

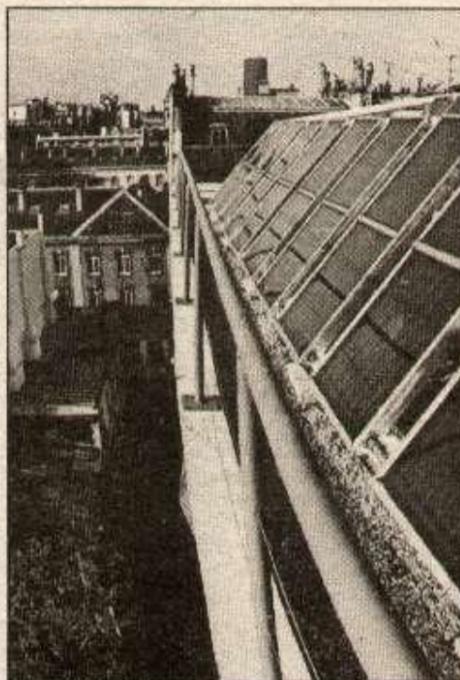
SMIC : assaut démagogique

Ils prétendent tous mettre en avant, dans leur campagne électorale, les problèmes de fond. Et tous pratiquent avec frénésie le mensonge et la démagogie. Malgré la démonstration irréfutable des syndicats, Beullac a fait connaître ses chiffres falsifiés du chômage pour prétendre que celui-ci était en baisse. C'est aujourd'hui la direction de l'INSEE qui le contredit ! Barre a mis au point un plan

d'austérité et de blocage des salaires sans précédent ; les luttes qui s'engageaient contre ce plan ont été mises sous l'étouffoir par la direction syndicale. Aujourd'hui, tous, Marchais, Mitterrand, J.-J. S.-S., Poniatowski, Barre, ont l'audace de faire semblant de se lamenter sur le sort des «bas salaires». Mensonges, démagogie, hypocrisie aussi...

Un «commissariat à l'énergie solaire»

Giscard «prend le vent» avec prudence



Un Commissariat à l'Énergie solaire. Clin d'œil aux écologistes ou volonté de ne pas prendre un retard irrattrapable sur l'impérialisme US ? Il y a sûrement des deux. En tous cas, cette mesure qui n'est pas assortie des moyens nécessaires en hommes et en financement ne constitue pas un changement réel d'orientation de la politique «tout nucléaire» - «tout électrique» du pouvoir.

(Lire en page 5)

Arménie : un peuple qui ne veut pas mourir

Le 21 février était l'anniversaire de l'assassinat par Pétain de Manouchian, communiste arménien organisateur d'un groupe de combattants de la Résistance en France. Il avait été chassé de son pays par les massacres contre son peuple. Hier, l'Arménie soviétique représentait l'espoir pour les Arméniens exilés. Aujourd'hui, avec la venue au pouvoir des nouveaux tsars et leur politique chauvine, les Arméniens poursuivent en URSS, avec énergie, la résistance à l'oppression qui a marqué cinq siècles de l'histoire de ce peuple.

(Lire en page 10)

Dans la bataille avec les candidats de l'UOPDP

Aujourd'hui, nous présentons la première et la quatrième circonscriptions de la Gironde, ainsi que la première circonscription des Pyrénées Atlantiques.

(Lire en pages 8 et 9)

Déjà 33 millions

Intensifier l'effort financier

EN AVANT POUR LES 120 MILLIONS !

pour la bataille politique de 1978

INTENSIFIER L'EFFORT FINANCIER

Avec la crise politique qui frappe la bourgeoisie de notre pays, les élections législatives de 78, si elles ne peuvent bien évidemment pas mettre fin au pouvoir bourgeois, n'en présentent pas moins une importance particulière. Depuis plusieurs semaines déjà, les partis bourgeois, de droite ou de gauche, se sont engagés dans la publication d'un flot de placards publicitaires, en vue de manipuler l'opinion, en vue de duper les travailleurs. Les moyens ne leur manquent pas : ils disposent de centaines de millions de francs nouveaux, que leur remettent avec empressement patrons, hauts cadres qui ont intérêt à la survie du système actuel, garant du maintien de leurs privilèges. Cette débauche de moyens matériels et financiers n'a d'égale que la volonté de ces gens là d'accaparer le maximum de pouvoir pour eux-mêmes et de masquer leurs véritables projets : le maintien du système capitaliste, le maintien de l'exploitation et de l'oppression de la classe ouvrière, voire même leur renforcement. Face à l'ampleur des moyens dont bourgeois, face à l'ampleur des moyens dont elles disposent pour accaparer à leur profit, et déformer l'information, que faire pour assurer le financement des initiatives nécessaires ?

RASSEMBLER 120 MILLIONS, C'EST NÉCESSAIRE !

La bataille politique de 1978, engagée déjà mais qui doit se poursuivre avec intensité après mars, exige des moyens très importants. Dès aujourd'hui la présentation des candidats entraîne des dépenses considérables : cautions de dépôts de candidature, publications de professions de foi et de bulletins de vote. Mais plus largement le financement de la publication d'affiches, de tracts, la tenue de multiples réunions publiques, la multiplication d'initiatives exigent une large mobilisation financière. Cette année 78 est importante du point de vue du développement

de la lutte de classe dans notre pays : alors que les partis bourgeois traditionnels, de droite et de gauche affichent leurs divisions et leurs contradictions, alors que la défiance à leur égard grandit, il est essentiel de développer, avec clarté et à large échelle, les perspectives révolutionnaires, d'œuvrer au regroupement des éléments révolutionnaires de notre peuple. Et cela exige un renforcement des moyens mis en œuvre. En effet, il ne suffit pas que ces propositions soient justes, qu'elles soient susceptibles de recevoir l'adhésion de nombreux travailleurs : il faut aussi disposer des moyens matériels et financiers pour les faire très largement connaître, pour prendre les initiatives appropriées. Faute de cela, c'est la voix de la Révolution qui se trouve baillonnée, étouffée lorsque les partis bourgeois disposent de moyens considérables pour matraquer l'opinion de leurs slogans mensongers.

Dès aujourd'hui et dans les mois qui viennent, il est impératif de développer de façon importante les moyens propagandistes. *Le Quotidien du Peuple* a besoin de journalistes supplémentaires, de moyens financiers plus importants pour améliorer sa qualité et mieux répondre aux exigences de la lutte politique.

RASSEMBLER 120 MILLIONS, C'EST POSSIBLE !

Il y a deux mois, le PCR ml lançait une souscription nationale de 120 millions pour la bataille politique de 1978. Déjà, ce sont 33 millions qui ont pu être rassemblés. C'est une première victoire significative, qui marque l'adhésion de nombreux travailleurs à nos propositions, matérialisée par le soutien financier qu'ils apportent. Sur la base de ces premiers succès, il est possible aujourd'hui de rassembler des milliers et des dizaines de milliers de contributions, même très modestes, venues de la classe ouvrière et du peuple. C'est sur les seules

contributions des militants, et de tous ceux qui aujourd'hui sympathisent avec la perspective de la Révolution, que nous pouvons compter. Et ce soutien il nous faut le solliciter très largement, sans hésitation : tout attentisme, toute limite d'initiative dans ce domaine c'est autant de restrictions apportées au développement des idées révolutionnaires dans les masses.

C'est pour ces raisons que nous appelons aujourd'hui à renforcer les initiatives pour le soutien financier à la bataille politique de 1978. Négliger cet aspect, c'est laisser de côté de nombreux travailleurs qui peuvent apporter leur soutien, qui peuvent contribuer, si nous les sollicitons, au renforcement du camp de la Révolution en 78.

Rassembler les 120 millions, c'est se donner les moyens d'affirmer avec ampleur l'alternative révolutionnaire dans notre pays pour l'année 1978.

Charles VILLAC
Membre du secrétariat politique
du PCR ml

La collecte des contributions financières pour la bataille politique de 1978 peut s'effectuer selon les formes concrètes suivantes :

- Collectes et contributions rassemblées par les militants du PCRml
- Envoi de fonds au Quotidien du Peuple
Crédit Lyonnais
Agence ZU 470
Compte N° 77 13 J
- Envoi de fonds à Raboutet Jean-Louis
N° 42 121 U
Agence GN 874
du Crédit Lyonnais
Centre commercial du «Luth» Gennevilliers

EN AVANT POUR LES 120 MILLIONS

AIX EN PROVENCE1 229	Jean-Pierre, chauffeur de car.....150	Facultés (UCJR).....200
Collecte.....150	Vente d'objets.....11	Câbles de Lyon.....630
.....1 000	Un ami du Parti.....200	FAR.....800
AMIENS	Table de presse.....11	FAR.....170
Une sympathisante.....100	B.L. Postier.....200	Secteur Santé.....195
ANGERS	J.P. et sa famille.....150	MANCHE
S.R. enseignant.....500	Y.S.....50	Un couple d'employés «pour une autre société»...200
A. éducateur.....300	Nicole, éducatrice.....100	Ambulant PTT.....100
D.R. instituteur.....200	G.C. ouvrier à la Saviem.....450	Un enseignant, «pour la bataille de 78».....200
AUBAGNE600	Yasmine, élève infirmière.....50	MARSEILLE1 000
AUXERRE	Joël, chômeur.....100	Un médecin.....140
Des chômeurs, «pour le Front».....370	M., hospitalier.....20	Un sympathisant.....256
Des enseignants, «pour le PCR».....200	Un brancardier.....10	MARTIGUES620
Un camarade.....80	M.L.....50800
Ventes d'objets.....122	GRENOBLE190	Des enseignants.....550
.....201 000	MONTPELLIER
AVALLON	Teisseire.....500	C.F.....200
Un ouvrier «pour le Front».....9	Sescosem.....1 200	MONTCEAU LES MINES1 000
BAILLARGUES	Facultés.....760	NANTES
H.P.....150	ISLE-SUR-SORGUE	Danielle C.....100
BESANÇON	Un ouvrier.....150	Annette, enseignante.....300
Soutien cellule Moquet.....350	Un jeune.....1 000	J.P.R. enseignant.....1 000
Ventes diverses.....150	Un couple de jeunes paysans du Vaucluse,	Jean-Pierre, ouvrier.....100
Instituteur Salins.....100	«pour la construction du Front».....1 000	Suzette, employée.....150
Ouvrier Weil.....100	«Pour le socialisme».....150	Jean-Jacques, ouvrier agricole.....200
Aide comptable.....100	«Soutien aux candidats UOPDP».....1 000	Michel, ouvrier agricole.....100
Aide puéricultrice.....100	LA ROCHELLE	Danielle et Denis.....300
Ouvrier Lip.....20	Gérard, employé.....500	Gérard, élève instituteur.....200
Un travailleur du CAT.....200	LILLE	OYONNAX1 000
Un retraité.....300	J.Y.E. enseignant.....500	Total103 011
Travailleur de la ville.....30	G.B.....500	Total précédent227 401
Ouvrier de la MAVEG.....58	LONGWY	Total général330 412*
Educatrice.....100	C.I.....3 000	
«Pour le Front».....1 450	LYON	
Soutien «pour le Front».....2 500120	
BOURG EN BRESSE1 000150	
CAEN400	
Un professeur.....60700	
1 000	
400	
	7°.....1 000	

*Le total général rassemble à la fois la liste ci-dessus et une deuxième partie que nous publierons demain.

Mitterrand, l'Union de la gauche et le coup de force du PCF

UNE POSITION INCONFORTABLE

● Dans une interview donnée à un journaliste (anonyme) du *Monde* de jeudi, Mitterrand refait le tour des positions actuelles du Parti socialiste sur une série de questions d'actualité. Exercice classique en période pré-électorale, et dans lequel on retrouve pour une bonne part le ressassement de toutes les déclarations de la dernière période. Sur quelques questions, aussi bien de tactique à court terme que de position pour l'avenir, les propos du premier secrétaire du PS apportent cependant quelques précisions.

Il y a, d'abord, l'inévitable question de l'évolution des rapports au sein de la gauche d'ici les élections et dans les semaines qui suivront.

Après avoir, le 7 janvier, renvoyé au lendemain de la deuxième tour la discussion avec le PS, Marchais avait, mardi dernier, proposé à nouveau qu'elle s'ouvre immédiatement. Fort du fait que, jusqu'ici, le PCF est apparu largement responsable aux yeux de l'opinion publique, de la rupture de la gauche et de la manière dont elle s'est envenimée, Mitterrand n'a maintenant aucune difficulté à renvoyer une fois de plus Marchais au lendemain de la deuxième tour : « C'est trop tard, du moins jusqu'au 19 mars ». Cependant, il ajoute une petite « ouverture » : les récentes

propositions de la CFTD « constituent, à l'évidence, un élément intéressant à verser au dossier ». On sait que, par l'intermédiaire de la direction de la CGT, le PCF insistait beaucoup dans la dernière période pour que ces propositions soient prises en compte. La querelle sur le fond du programme apparaît cependant comme pratiquement bloquée jusqu'au 20 mars. Ce qui fait que les électeurs ne sauront pas, ni le 12 ni le 19, pourquoi ils iront voter.

En ce qui concerne la formation du futur gouvernement, le premier secrétaire du PS a l'astuce de s'appuyer sur des déclarations de Marchais en 74 pour lui concéder « six ou sept ministères sur 21 », et il tente de noyer le poisson sur l'importance respective

des différents portefeuilles, de manière à n'avoir aucune promesse à faire de ce côté-là : « L'importance d'un ministère varie suivant les circonstances, suivant l'opportunité ». Et de citer comme « ministères importants » le Travail, l'Agriculture, l'Industrie, l'Aménagement du territoire, la Santé... Une liste qui ne comprend aucun de ces postes ministériels qualifiés de « ministères-clés » comme l'Intérieur, la Défense ou les Finances.

Pour la formation du gouvernement encore, la partie se jouera donc au finistère : entre les appareils, sans que les travailleurs puissent se trouver concernés directement.

Cependant, deux points ressortent concernant les rapports PS - PCF : d'une part, le fait que le parti de Marchais, en l'état actuel des choses, n'est pas le seul à être prisonnier de l'union de la gauche : « La force du PS est indissociable de l'Union de la gauche » déclare Mitterrand. Par ailleurs, il n'écarte pas une question portant sur un éventuel coup de force du PCF : « Je vous laisse la responsabi-

té de l'hypothèse » répond-il, ce qui revient à reconnaître qu'il peut y penser lui aussi. Et d'affirmer que « Les socialistes feraient immédiatement ce qui s'impose (...) pour garantir les libertés ».

Double confirmation donc : d'une part, que le PS ne peut, sans devoir affronter de grandes difficultés, songer à aller au gouvernement tout seul au lendemain des élections ; d'autre part, que les projets de capitalisme d'Etat du PCF et la manière dont celui-ci entend les faire aboutir pourraient bien déboucher sur un affrontement direct entre les deux partis. Chacun s'y prépare !

Ainsi, pas à pas, au fur et à mesure qu'avance la campagne électorale, le tableau politique chaotique que présenteront les forces bourgeoises, gauche comprise, au lendemain du 19 mars, se découvre aux yeux. Premier ministre ou non, la position de Mitterrand n'y sera guère confortable.

(On lira en page 12 le commentaire des positions défendues dans la même interview par Mitterrand sur la politique étrangère).

Les désistements de Lalonde

Au cours d'une conférence de presse, Brice Lalonde, au nom de Paris-Ecologie, a fait le bilan d'un an de gestion chiraquienne de Paris. Il a également évoqué la campagne électorale des écologistes parisiens.

A ce jour, la majeure partie des écologistes ont quitté les commissions d'arrondissement qu'ils considéraient comme « dérisoires et servant d'alibi ». Ces départs ont eu lieu dans les 9^e, 10^e, 11^e, 14^e, 16^e, 19^e et 20^e arrondissements. Il reste cependant des membres de Paris-Ecologie pour y participer dans d'autres secteurs.

Après avoir démonté en détail la propagande sur les « réalisations » de Chirac, Lalonde en est venu aux législatives. Les écolo-

gistes de Paris-Ecologie n'entendent pas mener « une campagne militante », mais seulement organiser des fêtes et quelques mobilisations de quartier. Dans plusieurs arrondissements, les écologistes défendront les thèses du mouvement de Gisèle Halimi, « Choisir », en échange d'une non-candidature de ce mouvement dans le quartier. A propos du second tour et des désistements, Lalonde considère les choses comme réglées : « Nous savons pour qui voter au second tour. Nous conseillons de voter pour le candidat qui proposera l'arrêt du programme nucléaire ». C'est-à-dire ? Le moratoire du PS semble-t-il suffisant à Lalonde ? Pas de réponse là-dessus.

Comité d'initiative de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

Il est rappelé aux membres du Comité d'Initiative national de l'UOPDP, que le comité tiendra sa réunion à Paris comme prévu dimanche matin 26 février à 9 h 30.

La Tribune du Midi cesse sa parution

LES ATTAQUES DE LA BOURGEOISIE SE MULTIPLIENT CONTRE LA « PRESSE NOUVELLE »

Après dix numéros de parution, *La Tribune du Midi*, journal local paraissant tous les quinze jours dans la région midi-pyrénéenne, vient de cesser provisoirement sa parution. La raison en est bien sûr le manque d'argent. Cette interruption de parution attire à nouveau l'attention sur les problèmes de la presse dite « parallèle », qui connaît aujourd'hui un essor important dans différentes régions.

L'existence de ces journaux, leur survie difficile, et parfois leur disparition prématurée est un problème directement politique.

Tous ces journaux se sont en effet créés en réaction contre les empires des quotidiens régionaux, au prix parfois d'importantes luttes. L'exemple le plus fameux est bien sûr la *Tribune de Normandie*, créé à l'initiative de journalistes qui avaient quitté

Paris Normandie au moment de la prise de pouvoir de Hersant. Après quelques mois, la *Tribune de Normandie* a dû cesser de paraître, victime des manœuvres et pressions des hommes de main du propriétaire du *Figaro*. La *Tribune du Midi* s'était fixé un objectif analogue : lutter contre l'omniprésence du *Midi-libre*, tout puissant dans la région.

A leur manière, chacun de ces journaux expriment une aspiration des masses à une information qui ne soit pas manipulée, ni contrôlée de bout en bout par les partis bourgeois. Pourtant, là encore l'existence d'une telle presse est précaire, si des gens comme Hersant les attaquent de front, d'autres utilisent des moyens plus subtils : ce n'est un secret pour personne que le PS, et aujourd'hui le PCF, tentent depuis leur création de prendre la direction de ces journaux. Ainsi l'hebdomadaire *Sud*, est-il ouvertement favorable aux thèses socialistes.

La presse nouvelle est née de l'apparition d'aspirations nouvelles dans les masses. Comme le mouvement de masse doit aujourd'hui lutter pour construire son autonomie par rapport aux partis de droite et de gauche, la presse nouvelle a une lutte à mener, contre les puissances d'argent ou les accapareurs de la bourgeoisie.

Mauroy dans le 20^e arrondissement de Paris

« Pour votre grand-père et votre grand-mère, votez socialiste »

Ce n'est pas mercredi soir que le meeting du PS commencera à l'heure. Mauroy était venu soutenir les candidats socialistes des deux circonscriptions du XX^e arrondissement actuellement aux mains du PCF, mais dont l'une d'après le sondage IFOP-Le Point, basculait dans les bras du PS.

Dans le gymnase qui sert de salle de réunion, on voit des drapeaux rouges. Depuis que le parti de Marchais arborer le drapeau tricolore, le PS fait sien le drapeau rouge. Nous avons affaire dans la circonscription au CERES. On aurait d'ailleurs tort de s'étonner que Mauroy, représentant de la SFIO dans le PS ravalé, se donne la peine de venir soutenir Charzat. Charzat, est en effet l'un des responsables nationaux du CERES. Dans la courte présentation de l'orateur, la biographie qui est prêtée au maire de Lille est élogieuse. Le CERES complimentant un représentant de la vieille SFIO d'aucuns pourraient s'étonner. Ils auraient tort. En premier lieu parce que cette pratique est courante dans le PS. En effet, quelque soit l'orientation du candidat, on le soutient. Mitterrand en personne n'était-il pas

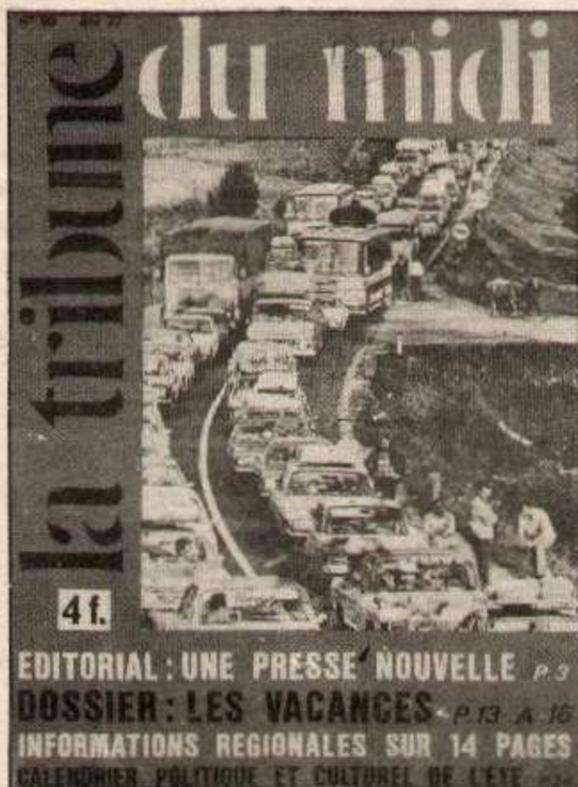
venu à Ménilmontant, il y a quelques semaines ? Au PS la rivalité pour les candidatures ça se passe « avant ». Et puis Mauroy a de bonnes raisons de venir soutenir le CERES. Dans la lutte qui se mène entre Rocard et Mauroy pour la succession de Mitterrand, Mauroy a choisi. Choisi de faire front avec le CERES contre Rocard.

Le CERES et la SFIO font donc « alliance tactique ». Le discours de présentation de Mauroy était trop chaleureux : « Nous sommes tout particulièrement heureux d'accueillir Pierre Mauroy » répète par deux fois Charzat. Quand on est chaleureux dans le PS c'est qu'on calcule.

Mauroy lui, joue décontracté. Les intonations tentent quelques fois d'être celle de Mitterrand. « Le XX^e est une vieille terre socialiste, depuis un siècle » dira-t-il. Il répètera trois fois qu'une bonne raison de voter PS dans le XX^e c'est que « c'est voter comme le grand père et comme la grand mère qui s'affrontaient au capitalisme naissant ». Les femmes ne votaient pas à l'époque, mais ça ne fait rien. Il décrit l'urbanisme capitaliste oubliant soigneusement de préciser qu'à Lille, il se passe la même chose

mais que là-bas ce n'est pas Chirac qui est maire. Pourtant on ne peut s'empêcher de s'indigner quand on entend le représentant de ce parti qui contrôle depuis des décennies le Nord de la France dire : « On assassine plus sûrement un homme en le logeant dans une mansarde qu'avec une hache ». Combien les socialistes ont-ils alors assassinés d'hommes ? Puis il choisit de critiquer Dassault : « Qu'attend M. Peyrefitte pour mettre fin aux agissements de M. Dassault dans sa circonscription ? » Oubliant encore une fois qu'entre « la gestion » Defferre à Marseille et la manière dont Dassault achète ses voix pendant la campagne, il n'y a pas vraiment de différence. Il sera d'une discrétion remarquable sur le PCF et pour cause. Pas d'union de la gauche, c'est moins de député socialiste au bout du compte. « Je n'ai jamais douté, j'ai toujours dit que les désistements seraient faits à gauche. Je souhaite, poursuit-il, que les communistes fassent 25 % et les socialistes 33 à 35 %, ainsi nous aurons 60 %, tout ira bien dans le pays ». En parlant, il tapote la joue d'un enfant.

François MARCHADIER



4f.
EDITORIAL : UNE PRESSE NOUVELLE P. 3
DOSSIER : LES VACANCES - P. 13 A 16
INFORMATIONS REGIONALES SUR 14 PAGES
CALENDRIER POLITIQUE ET CULTUREL DE L'ETE

DÉCLARATION COMMUNE

Des 33 comités de soutien du 3^e festival des travailleurs immigrés et des organisations autonomes membres de la MTI

Le 3^e festival des Travailleurs immigrés, comme les deux précédents, a été un succès incontestable : 25 000 travailleurs immigrés et français mobilisés à travers les 200 manifestations organisées dans toute la France.

Cette année, il s'est déroulé pendant une période répressive, orchestrée par le gouvernement et le patronat. Cette offensive continue de plus belle :

— Les déclarations racistes de Le Pen, et de J.J.S.S. à TF 1 devant des millions de téléspectateurs sont restées impunies, malgré ce que prévoit la loi anti-raciste de 1972.

— Ambroise Roux, vice président du CNPF a demandé à l'AG de cette organisation le renvoi d'un million de travailleurs immigrés d'ici à 1985.

— En février, Stoléro toujours lui, ne s'étant pas contenté des mesures ultra-racistes de septembre 77, s'en prend directement au Comité de Coordination des foyers SONACOTRA en lutte. Il fait peser des menaces d'expulsion contre les travailleurs immigrés en grève.

— D'autre part, les expulsions illégales se poursuivent, les prisons clandestines, dont celle d'Arcenc fonctionnent toujours dans l'illégalité la plus totale.

Face à cela, les atteintes aux droits d'expression se multiplient, ainsi que le déploiement du dispositif répressif policier se renforce.

— Le 11-2-78, interdiction de la manifestation pour la fermeture d'Arcenc. Elle se déroule malgré tout et 60 arrestations sont opérées contre les travailleurs.

— Le 4-2-78, interdiction de la manifestation de soutien au peuple tunisien. Elle se déroule malgré tout et rassemble plusieurs milliers de travailleurs.

En 1977, selon les chiffres officiels, plus de 5 000 expulsions illégales dont sont victimes les travailleurs immigrés, notamment Said Smihi, militant de l'AMF et Kharmoudi Mustapha, étudiant à Besançon.

— Les attentats racistes et les assassinats se multiplient. Rappelons-nous l'odieux assassinat de notre camarade Laid Sebai qui a soulevé une profonde indignation de l'opinion publique, et celui de notre camarade ivoirien Outara Assouna au dépôt de la Préfecture de police.

Régulièrement les organisations des travailleurs immigrés sont menacées ou interdites, des menaces de fermeture pèsent actuellement contre la MTI Puteaux.

Nous dénonçons avec force le silence et la complicité des gouvernements de nos pays d'origine et le non respect des conventions existantes concernant les travailleurs immigrés.

Les 33 comités de soutien et les organisations autonomes se déclarent solidaires de toutes les luttes que mènent les travailleurs immigrés contre :

— La politique de crise, de licenciements, de chômage menée par le pouvoir et le patronat. Ces derniers accusent les travailleurs immigrés d'être responsables de cette situation et tentent de diviser les travailleurs.

— Contre les foyers-prisons et pour des conditions de logement et des conditions de vie qui soient dignes de travailleurs, qui sont déterminants dans l'économie de ce pays.

— Pour l'égalité des droits sociaux et politiques entre travailleurs français et immigrés.

Ils dénoncent énergiquement les déclarations racistes des représentants du gouvernement et du patronat.

Ils exigent l'abrogation du décret de loi de 1939 sur le droit d'association concernant les étrangers.

Ils exigent la fermeture de toutes les prisons clandestines en particulier celle d'Arcenc, et l'abrogation de la circulaire illégale Bonnet-Peyrefitte, qui permet l'emprisonnement de travailleurs immigrés menacés d'expulsion durant sept jours.

Ils condamnent tous les attentats racistes dont sont victimes quotidiennement les travailleurs immigrés en France.

Ils exigent le retour immédiat de tous nos camarades expulsés arbitrairement.

Ils exigent l'abrogation immédiate de toutes les mesures racistes de Stoléro.

Nous appelons toutes les organisations syndicales et politiques, et de masse à prendre position fermement surtout dans cette période électorale pour soutenir les travailleurs immigrés et leurs organisations autonomes et renforcer la solidarité de tous les travailleurs.

Maison des Travailleurs immigrés
19 février 1978

Handicapés : un million de voix à gagner LE BEAU JEU DU PCF

Mercredi 22 février, le PCF tenait une conférence de presse à son siège, pour la sortie du livre «Handicaps / Handicapés» aux Editions sociales. Ce livre est un recueil de déclarations et de prises de position de différents individus ou organisations des handicapés lors du Colloque national du PCF sur la question des handicapés, en juin 77.

Georges Marchais, Mireille Bertrand et des membres du CC et du BP du PCF s'étaient déplacés pour l'occasion. Tant de monde pour un recueil de témoignages ? Ne serait-ce pas plutôt l'approche des échéances électorales ?

Marchais soulignait d'entrée : «*Ma présence marque*

l'importance qu'attache mon parti à ce problème». Ne serait-ce pas plutôt l'importance du nombre de voix qui vous a fait déplacer, monsieur Marchais ? Un million de suffrages (nombre de handicapés), ça vaut le déplacement même entre deux portes, non ? (Marchais repartait après avoir présenté brièvement le bouquin, poursuivre sa campagne ailleurs).

Mireille Bertrand prenait donc le relais et exposait les propositions du PCF sur la question des handicapés. Pour le PCF bien sûr, toutes ces questions ne peuvent se résoudre en-dehors des propositions du «programme commun actualisé et chiffré». Des propositions qui ne vien-

nent que pour servir son projet politique de capitalisme bureaucratique d'Etat, en développant son emprise sur les associations gestionnaires tout en muselant celles qui gênent : les associations de lutte, qui refuseraient de le suivre dans son projet. L'attitude du PCF lors de la loi d'orientation des handicapés, en 1976, un cadeau du «libéralisme» de Giscard, est significative : son comportement permit tout simplement à cette loi de passer («*les préliminaires paraissaient généreux*») et de venir renforcer l'exploitation des handicapés. Le fait est que la plupart des associations gestionnaires s'étaient montrées favorables à sa mise en application, avec toutefois quelques amendements.

Le PCF a beau jeu de demander son abrogation, maintenant que la plupart des organisations de handicapés le demandent devant les conséquences de son application.

Son attitude et ses promesses démagogiques cachent mal l'utilisation qu'il veut faire de ces associations. Le principe du PCF étant «*si l'Union de la gauche arrive au pouvoir*» de renforcer le rôle de ces associations gestionnaires dont il pourrait mieux contrôler les faits et gestes et se servir dans le cadre de sa «gestion démocratique».

D'ores et déjà, certaines associations de lutte de handicapés rejettent l'attitude du PCF et affirment : «*Nous ne sommes pas à vendre !*».

Meeting des handicapés

La démagogie de droite

et de gauche vivement critiquée

Contre la politique sociale de la droite et contre celle que prépare la gauche, les handicapés organisaient pour la première fois un meeting à Paris samedi.

A la tribune sont intervenus entre autre le mouvement de défense des handicapés, le Comité de lutte des handicapés, le Comité d'action des handicapés d'Amiens, Groupe information asile.

Le capitalisme tue et mutilé tous les jours, que ce soit à la naissance (1 handicapé toutes les 20 mn, plus 20 000 handicapés par prématurité), à l'usine (1 250 000 accidents par an : 100 000 handicapés graves soit 1 toutes les 5 mn. A l'armée (7 % de pertes humaines). Sur la route (180 000 accidents : 50 000 handicapés graves), il faut ajouter toutes les maladies dites mentales dues au rythme de vie, à l'environnement.

Les «grandes» associations d'handicapés telle l'Association des paralysés de France (APF) la Ligue pour l'adaptation des diminués physiques du travail (ADAPT)... au nom de la solidarité entre les handicapés tirent de substantiels projets sur le dos des handicapés en gérant et rentabilisant de nombreux «ghettos» (centre pour handicapés bien rempli = prix de journée assurés). «*Nous ne sommes pas tous solidaires il y a aussi la lutte de classe parmi les handicapés*», affirmait un handicapé.

LA LOI D'ORIENTATION

La loi d'orientation «en faveur» des handicapés élaborée en 1975, vient d'être mise en application. Cette loi vise :

— A perfectionner et donc rentabiliser «la longue chaîne des ghettos». Deux commissions pour les enfants jusqu'à 20 ans (!) la

C.D.E.S., pour les adultes la Cotokep composés de membres nommés par le préfet (!) fonctionnent en fichant systématiquement tous les handicapés et en remplissant au maximum les centres. (A propos du fichage la loi est si floue que n'importe quel individu, pour peu qu'il ait eu quelque problème dans son existence, être classé handicapé).

— A sous prolétariser et à rentabiliser la main d'œuvre handicapée. La loi encourage les patrons à aménager des ateliers protégés, dans leurs entreprises (où les handicapés sont payés 90 % du SMIC maximum) et les exonère, de l'obligation d'employer 3 % de personnel handicapé (loi du 13-11-1975), s'ils fournissent du travail en sous traitance aux cen-

tres d'Aide par le travail ou aux A.P. (pas de charges sociales et pas d'indemnités de licenciement et cans de récession économique).

Alors que jusque là les handicapés avaient été négligés, même ignorés par le gouvernement, cette loi, en ne laissant échapper aucun aspect du handicap, organise tout un système d'intégration des handicapés au capitalisme.

LA GAUCHE ET LES HANDICAPÉS

On s'est ensuite interrogé sur les positions de la gauche face à cette loi. Ni le PS, ni le PCF n'ont voté contre la loi. Le PS a seulement dit au gouvernement «*qu'il n'était guère généreux !*». Voter contre, c'était pour lui se mettre à dos d'éventuels partenaires sociaux. Actuellement, il parle d'amender la loi.

Le PCF s'est abstenu. Il a gardé le silence sur tous les aspects ségrégatifs de la loi. Et quand la loi est passée, il a réclamé à cor et à cri son application, ce qui prouve qu'il n'y était pas hostile. Il parle seulement de réviser la loi...

Dans le Programme commun, les handicapés sont traités comme d'éternels mineurs. La gauche ne remet pas en cause les ghettos, au contraire, elle les perfectionne et les enrichit (paragraphe 3 et 5 du Programme commun).

Si «l'extrême gauche» d'après les organisateurs, donne régulièrement la parole aux handicapés dans ses journaux, elle s'en tient trop souvent à «un réquisitoire contre le capitalisme».

La tribune en a conclu la nécessité «d'accélérer la prise de conscience des handicapés pour que leur libération soit l'affaire des handicapés eux-mêmes».

Correspondant

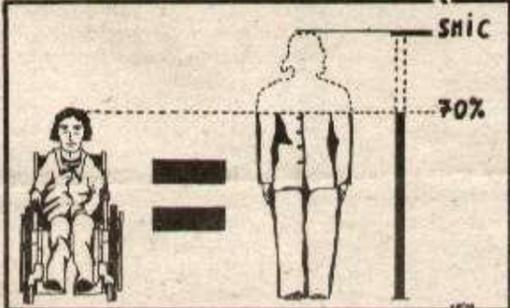
«le choc sur ses yeux, il choc sur son lochia»

Handicapés Méchants 2,00^f

N° 6, décembre 1977.

JOURNAL DES COMITES DE LUTTE DES HANDICAPÉS

**9 mois de grève
au CAT de Besançon**



**ABROGATION DE LA
LOI D'ORIENTATION**

614 - 7 rue de Cambrai 75015 Paris

Handicapés méchants

N° 6 - 2 francs

Au sommaire :

- Etude de la loi d'orientation
- La lutte du C.A.T. de Besançon
- Les tribulations de Charly et Bruno...

7, rue de Cambrai 75019 PARIS

Création du Commissariat à l'énergie solaire

GISCARD «PREND LE VENT»
AVEC PRUDENCE

● Un Commissariat à l'énergie solaire ! Si l'idée n'est pas vieille comme le soleil, elle n'est pas toute neuve pour autant. Le 26 janvier dernier Giscard confirmait officiellement sa volonté de mettre au point un «CEA solaire», lui promettant le plus bel avenir. Ce «CES» reprendra les attributions de la délégation aux énergies nouvelles.

Actuellement la recherche sur le solaire est effectuée par divers organismes, le CNRD, le CEA, le Centre national d'études spatiales, l'EDF, l'INRA, le Centre national d'étude des télécommunications, de nombreuses entreprises et universités. Ces diverses recherches sont plus ou moins coordonnées par un programme multidisciplinaire.

Le lancement par Giscard de ce Commissariat, à quelques semaines des élections, comporte à l'évidence un aspect démagogique. Démagogie parce qu'il ne change en rien le programme ni le financement prévus pour l'année 78 en matière solaire. Démagogie parce qu'il se traduira pas dans l'immédiat par une accélération des recherches.

Mais il serait simpliste pour autant de ramener la décision gouvernementale à une simple manœuvre de conjoncture.

DES POSSIBILITÉS
IMMENSES ET SOUS
EXPLOITÉES

Les possibilités offertes par l'énergie solaire sont immenses en théorie. Chaque année, la France reçoit l'équivalent de 5 000 fois sa production électrique, de par le seul ensoleillement. Cette énergie est certes peu concentrée : il faudrait pour produire mille

mégawatts, une surface de captage de 3 000 à 6 000 hectares ! L'ensoleillement varie beaucoup suivant les saisons et les heures. La difficulté réside donc dans le stockage et la concentration de ce type d'énergie. En effet les moyens technologiques dont nous

disposons, trop classiques, ont un rendement médiocre. Cependant d'après l'US Solar Energy Panel, l'énergie solaire pourrait couvrir 35 % de nos besoins.



disposons, trop classiques, ont un rendement médiocre. Cependant d'après l'US Solar Energy Panel, l'énergie solaire pourrait couvrir 35 % de nos besoins.

L'utilisation de l'énergie solaire a été critiquée jus-

qu'à des temps très proches par le pouvoir, parce qu'elle ne pouvait pas fournir autant de KW que le nucléaire, qu'elle n'était «pas au point», que «la photopile n'était pas rentable»... Arguments de mauvaise foi à l'évidence car l'énergie solaire doit être utilisée compte tenu de sa spécificité.

Par exemple elle convient bien au chauffage des maisons et immeubles au moyen de «panneaux solaires» dont le principe est très simple. Il existe une

autre technique celle des photopiles qui permet la conversion directe de l'énergie solaire en électricité. L'inconvénient de cette technique est son prix de fabrication pour le moment très élevé. D'après les prévisions des experts, ces cellules dites «photovoltaïques» seront compétitives en 1990 et pourront aller en augmentant par exemple les téléviseurs !

titue le Tiers Monde où le soleil ne manque pas et où les équipements légers du solaire séduisent compte tenu de leur coût relativement modéré. Au niveau français le nombre des chercheurs sera porté à 200 puis à 500 d'ici 1980. La moitié d'entre eux travailleront en coopération européenne. Une centrale de 2 MW est prévue à Targassonne (Thémis), un centre de recherches sur les piles doit être édifié à Valbonne, etc...

SOLAIRE :
NAVIGATION A VUE

Ces premiers pas ne représentent pas fondamentalement un changement d'orientation de la politique énergétique fondée sur le «tout nucléaire». Or cette politique qui repose sur le «tout électrique» n'a rien à voir avec une politique privilégiant les énergies nouvelles. En effet le solaire peut chauffer directement les maisons sans qu'un quelconque compteur EDF ait besoin de facturer ce que devra l'utilisateur à l'Etat ! Il nécessite des investissements légers finalement peu coûteux, qui s'usent très peu. Enfin le recours massif au solaire (au besoin mixé avec le gaz) permettrait des économies d'environ 50 % sur le chauffage des habitations ! Tirailé entre les nécessités technologiques, la contestation politique et ses ambitions industrielles, Giscard «prend le vent» avec une prudence redoublée par la perspective des élections. Il se garde bien de donner au «Commissariat à l'énergie solaire» une structure forte et unifiée comparable au CEA. L'éclatement et la diversité des différents «maîtres d'œuvre» du futur programme solaire rendront souvent plus difficile la nationalisation pure et simple d'un secteur aussi prometteur...

Pierre PUJOL

Mauvais temps
dans le Calvados100 000 abonnés
privés d'électricité

Après la neige et la glace, un autre danger menace le nord de la France : les inondations. Avec le redoux de ces jours-ci qui entraîne la fonte des neiges et des glaces et la pluie, les rivières et les fleuves, qui sont en crue, viendront ajouter de nouveaux dégâts.

Le réseau électrique aérien n'étant pas réparé, ce sont des milliers de compteurs qui ne tournent plus. En Normandie, particulièrement touchée, l'électricité faisant défaut (le réseau aérien est détruit à 90 % dans la région de Caen), de nombreux foyers font face à des problèmes de chauffage, d'eau (les stations de pompage n'étant plus alimentées), de téléphone et même de pain ! La situation ne pourra pas être rétablie avant plusieurs jours. Ce sont des centaines de poteaux casés par le poids de la glace ou la chute d'arbres, que les monteurs EDF doivent changer.

Les effectifs, s'ils ont été renforcés, n'en demeurent pas moins largement

insuffisants pour faire face à la situation.

En attendant, les paysans équipés de leurs trayeuses électriques continueront donc de traire les vaches à la main pendant quelques jours encore. Quant aux habitants de logements équipés du «tout électrique», ils connaissent les embarras les plus grands.

Mais les coupures d'électricité, si elles gênent les usagers, ne sont qu'un des aspects de la catastrophe que représente cette vague de froid. Ainsi la forêt de Saint-Gatien près de Pont-l'Évêque, a subi des dommages qui ne s'effaceront pas avant plusieurs années. Sous le poids de la glace et l'action du gel, des centaines d'arbres se sont brisés ou couchés, et des secteurs entiers de cette magnifique forêt devront être rasés et replantés. Mais tout ce bois, qui reste exploitable, sera certainement bradé par l'Office National des Forêts à bon compte pour les exploitants forestiers.

Communiqué
du comité de quartier
du 11^e arrondissement
à ParisFascistes
hors de la place
Voltaire !

SAMEDI 25 FÉVRIER à 15 H 30

Venez nombreux au rassemblement antifasciste appelé par le comité de quartier pour expulser définitivement de la place Voltaire les nazillons du PFN.

Samedi dernier, nous avons pu empêcher leur intervention, grâce à la forte mobilisation qui avait suivi notre appel. Pour les vider définitivement, il est nécessaire d'intervenir encore plus nombreux. Le nombre est notre force pour interdire sur la place toute propagande raciste et sexiste des fascistes du PFN.

Nationalisations
chloroforme

L'Humanité de mercredi publie, au détour d'un paragraphe du compte-rendu de la journée CGT sur l'emploi, une mini-interview d'un ouvrier de Duco, une entreprise de produits chimiques de Stains. Voilà ce qui est dit : «Chez nous, il y a 94 licenciements qui viennent de tomber. Heureusement, notre entreprise est nationalisable, ça nous donne de l'espoir...». Après les 2 400 F, c'est aussi la fin des licenciements que le PCF veut faire mettre sur le compte des nationalisations. Dans combien d'endroits a-t-il tenté de répandre l'idée que si on tenait jusqu'aux élections, le morceau était enlevé, qu'il n'y aurait pas de licenciements. Mais les patrons n'ont pas attendu, et ce type de raisonnement démobilisateur leur a permis de faire l'économie de luttes.

Strasbourg :
un jeune Polonais
menacé
d'expulsion

Un jeune Polonais de 22 ans, Tomacs Wlęczorkiewicz est en instance d'expulsion à Strasbourg. Installé à Strasbourg depuis juillet 76 après avoir obtenu une autorisation provisoire de séjour et un travail à la Général Motors, Tomacs fuit le régime de son pays.

Le statut de réfugié politique lui a toutefois été refusé parce qu'il n'a pas apporté la preuve de son opposition au régime polonais. Le conseil d'Etat vient de confirmer la décision de l'Office Français de protection des réfugiés et apatrides pour le même motif. Cette décision lui a été notifiée le même jour que Tomacs a été convoqué à la préfecture, pour lui notifier le refus de séjour.

Coincidence ? Certes

non. Grâce à l'intervention de son avocat, un sursis lui a été accordé jusqu'au 28 février. En attendant de trouver un autre pays d'accueil que la France, les attaques que subit Tomacs sont les attaques que subissent tous les travailleurs immigrés en France.

Son avocat, maître Gsell, a écrit au président de la République, rappelant la déclaration du comité des ministres du Conseil de l'Europe sur l'asile territorial et la nécessité de protéger le droit d'asile.

Pour l'heure, rien n'est intervenu pour empêcher l'expulsion du jeune Polonais qui risque d'être mis dans le premier avion pour Varsovie, où il risque la prison pour avoir fait partie d'un groupe d'opposition.

Correspondant

LES TRUSTS DEJA
SUR LA LIGNE
DE DEPART

L'énergie solaire est passée du statut d'utopie pour écologiste à celui de «promesse» industrielle plus que sérieuse. Avec la crise énergétique, les déboires enregistrés par le nucléaire, (trop cher, peu maîtrisé, très contesté), le solaire apparaît comme un des moyens importants de résoudre à terme le problème de l'approvisionnement énergétique. Les USA se sont déjà lancés à fond dans la course au solaire et travaillent d'arrache-pied sur les cellules photovoltaïques. De nombreux industriels français sont intéressés par les contrats juteux qui pourraient être passés (Saint Gobain, Hourtey, Fives Cail, Renault, se sont associés dans un consortium à visée européenne, le CETHL). Outre le marché français, les trusts ont les yeux braqués vers le fantastique marché que cons-

LUTTES OUVRIERES ET PAYSANNES

1 500 PAYSANS MOBILISÉS FONT RECULER WESSAFIC

De notre envoyée spéciale

Nadine CHATRAS

Mercredi, à Laval, devait avoir lieu le procès que Wessafic intentait contre trois paysans-travailleurs. Dès neuf heures, quelques centaines de paysans étaient là à la grande surprise des représentants de la Wessafic, qui ne s'attendaient pas à un tel accueil. La toute petite salle du tribunal était archi-comble et le plus grand nombre attendait à l'extérieur. Les premiers arrivés étaient les comités de défense de la Haute-Savoie et de l'Isère. Mais tout au long de la matinée, arrivèrent successivement des paysans des Côtes du Nord, du Finistère, du Jura, de Charente-Poitou, etc. Plusieurs cars stationnaient devant le Palais de Justice. La journée s'annonçait bien.

Dans la salle du tribunal, le procureur de la République demande l'annulation de la procédure pour vice de forme. En effet, la Wessafic, sûre des tribunaux (qui se sont souvent montrés à son service) et de la justice bourgeoise, a oublié d'envoyer l'assignation à comparaître au procureur de la République, selon la procédure habituelle. L'avocat de la Wessafic a bien essayé de rattraper l'erreur, mais le tribunal, après délibération, a jugé la plainte nulle, et a donc prononcé l'annulation de la poursuite. La présence des paysans déterminés n'y était certainement pas pour rien ! A la lecture du jugement, la salle éclate de joie en criant «Wessafic, on t'a eu», et chante la

chanson composée pour l'occasion. A la sortie du tribunal, Levêque, directeur de Wessafic, se fait un peu bousculer par les paysans présents qui le somment de s'expliquer... sans résultat, naturellement.

Contigu au Palais de Justice, les Paysans-Travailleurs avaient retenu une grande salle pour faire un meeting, qui devait être aussi le procès de Wessafic et de l'intégration. Le meeting a commencé par un sketch réalisé et joué par des paysans avec de grandes marionnettes : «Histoire de veaux qu'ont mal tourné ou la lutte des éleveurs contre la Wessafic...» Reprenant de façon très vivante les problèmes qu'ont rencontrés les éle-

veurs avec la Wessafic, la pièce est un appel à la mobilisation pour le procès. Elle fut jouée une seconde fois le soir pour des ouvriers venus soutenir les paysans.

En début d'après-midi, plus de 1 500 paysans étaient rassemblés pour manifester dans Laval, aux cris de «Wessafic, on t'a eu, ton procès, il est à l'eau !» «Wessafic, escroc, paie tes éleveurs !» «Unité ouvriers-paysans».

Après un grand tour dans la ville, qui n'avait pas vu une telle manifestation depuis longtemps, les paysans se retrouvèrent

dans la salle archi-comble pour faire le procès de Wessafic. A la tribune, se succédèrent des représentants des comités de défense et les témoins qui devaient intervenir au tribunal : Madame Métal accusa la Wessafic de tout faire pour empêcher que soit reconnue leur maladie, provoquée par le lindane.

Le docteur Mireille Becchio, du CLISACT (Comité de Liaison et d'Information sur la Santé et les Conditions du Travail) expliqua la toxicité du lindane, aussi bien pour les éleveurs que pour les consommateurs de veaux. Le

professeur Fontaine, vétérinaire, insiste sur le fait que Wessafic vend des produits pharmaceutiques, ce qui lui est interdit et dans le cas de l'émulpan, n'hésite pas à passer outre la réglementation en vigueur.

Un syndicaliste de la FGA (Fédération Générale de l'Agriculture CFTD) a tenu à expliquer qu'il était solidaire de la lutte, mais en précisant qu'ils ne soutenaient pas n'importe quel paysan... De nombreux témoignages de solidarité furent apportés, ainsi que le rappel des luttes en cours.

Leclerc, avocat des Paysans-Travailleurs, dénonça avec force, les contrats d'irrigation et ce que représentait l'intégration pour le capitalisme et appela les éleveurs à développer leur lutte en comptant sur eux-mêmes.

L'intense mobilisation des paysans a fait reculer une première fois Wessafic. Mais la lutte n'est pas terminée. Les paysans rassemblés à Laval en sont convaincus et ils sont prêts à porter de nouveaux coups à la Wessafic jusqu'à ce que soient reconnues les escroqueries de Wessafic et leur droit au travail.



Les manifestants rassemblés devant le Palais de Justice.

Région de Nantes : deux grèves victorieuses aux carénages

Les ouvriers du carénage font un travail particulièrement dur : gratter, poncer les coques des navires, dehors le plus souvent, marteau piqueur tendu à bout de bras. A Nantes, ils viennent de faire plusieurs jours de grève, et ont repris le travail avec une augmentation de salaire de 8%, échelonnée sur l'année, 50 F de plus pour tous tout de suite, une réduction de travail d'une heure vingt compensée à 100%, et la prime de 1 200 F pour les travailleurs manuels.

Aux chantiers navals Aubin à Reze

Vingt travailleurs y ont fait grève 8 jours, pour la réintégration dans les chantiers d'un magasinier victime d'un «licenciement économique»... Il venait d'annoncer, dans cette boîte où il n'y avait pas de syndicat, qu'il était candidat aux élections de délégué du personnel avec l'appui de la CGT. La direction, contrainte d'annuler le licenciement, explique son changement d'attitude en disant qu'elle étudie un nouveau poste de travail en liaison avec la clientèle... (D'après l'APL Ouest)

France Ligue

Les ouvrières de France Ligue, à Lamgn en Gironde, ont fait reculer leur patron : il doit leur verser des indemnités de chômage partiel, renoncer au licenciement de 9 ouvrières et réintégrer la déléguée CGT. Il envisage de déménager son entreprise à Macao, où les profits sont de 50% plus élevés. Les ouvrières restent vigilantes.

Allocations toujours en grève

Au centre de tri de la rue Viala, les techniciens sont toujours en grève. Lundi, les représentants du CNPF ont une nouvelle fois refusé de négocier. D'autres centres ont également reconduit la grève : Montpellier, Lyon, Marseille.

OUVERTURE DU 32^e CONGRES DE LA FNSEA

C'est au Palais des Congrès de Versailles, mercredi matin à 10 heures, que s'est ouvert, d'abord à huis clos, le 32^e congrès de la FNSEA. Congrès important, se situant à trois semaines des échéances électorales, mais dont le résultat du vote pour l'élection des organismes dirigeants ne devrait pas être connu avant jeudi dans la matinée.

Le rapport d'activité, sur lequel nous reviendrons, n'a pas manqué d'aborder la question de la taxe de co-responsabilité. La direction sortante, pour justifier son acceptation de cette taxe, a donné une explication qui n'est pas pour surprendre :

1° - La surproduction (même latente après une année de sécheresse) est un fait
2° - Pour y faire face

(donc pour gérer cette surproduction) il y a un système d'intervention (autre dit les 17 centimes prélevés sur chaque litre de lait)

3° - «Il ne nous apporte pas la fortune, mais ça marche», c'est-à-dire «Nous vendons quand même notre lait» !

Que cette taxe diminue encore le revenu des petits paysans, déjà limité, n'est bien entendu pas le souci de la FNSEA. L'acceptation de cette taxe par la Fédération a, comme on le sait, suscité diverses oppositions qui ont abouti, entre autres, à l'éviction de la FNSEA de Loire-Atlantique.

La direction sortante, se gardant bien d'aborder les questions de fond, s'est livrée en fait à une attaque contre cette fédération départementale : «Les

adhérents apportent périodiquement leur sanction par l'élection des responsables qui reçoivent une délégation de pouvoir. Certains voudraient substituer à cette délégation la démocratie directe et faire une sorte de révolution culturelle permanente des dirigeants.»

Laquelle fédération de Loire Atlantique a tenu une conférence de presse dans le hall du congrès, expliquant que les «cotisations non payées» ont été bien sûr un prétexte pour les exclure. Les véritables raisons, outre l'opposition à la taxe de co-responsabilité, étaient à rechercher, entre autre, dans les actions ponctuelles qui avaient été entreprises avec d'autres organisations comme notamment les «Paysans-Travailleurs». La

fédération de Loire Atlantique va saisir la commission des statuts.

Guillaume, secrétaire général, s'est enfin expliqué dans le rapport moral sur le «syndicalisme de type gestionnaire» connu de la FNSEA, en rappelant clairement s'il en était besoin, quel était son but : «La participation avec l'Etat est également indispensable, et un syndicalisme gestionnaire est mieux placé qu'un autre pour réussir en ce domaine. On doit obtenir une véritable concertation, forme la plus intelligente de la contestation... En conclusion, pour éviter le blocage de la société et la lutte des classes (1), il faut sans cesse ouvrir le dialogue.»

Nous reviendrons en détails sur ce congrès.

Richard FEUILLET

Moyen-Orient

MOSCOU ATTEND SON HEURE

La visite du président syrien, Hafez-el-Assad, à Moscou a été l'occasion pour les dirigeants du Kremlin de réaffirmer leur conception du règlement du conflit israélo-arabe.

Pour bien marquer l'importance que Moscou attache à la position de la Syrie, Brejnev avait tenu à accueillir lui-même Assad à l'aéroport.

Si Moscou n'a pas hésité à recevoir ainsi certains chefs d'Etats arabes des pays du «Front de la fermeté», qui ont dénoncé la politique capitulationniste de Sadate, il n'en reste pas moins qu'il y a dans la position des dirigeants soviétiques diverses réserves ou réticences vis-à-vis de l'attitude de certains pays du «Front», notamment lorsqu'ils maintiennent leur refus de reconnaître l'entité sioniste. C'est le cas,

par exemple, de la Libye qui rejette toujours la résolution 242 de l'ONU, base sur laquelle Moscou autant que Washington voudrait réunir la Conférence de Genève.

Mais la politique soviétique envers ces pays-là est dictée par des considérations tactiques qui consistent à utiliser toutes les possibilités pour réduire le champ d'action de l'impérialisme US.

L'URSS tente aujourd'hui d'utiliser l'opposition de diverses forces au sein du monde arabe, hostiles à l'impérialisme américain qui soutient inconditionnellement l'Etat sioniste et l'initiative de Sadate. Il s'agit pour l'URSS de rapprocher d'elle ces forces. C'est ce que l'URSS voudrait obtenir d'un régime comme celui de la Libye, engagé par ailleurs

dans la lutte pour le développement et le contrôle de ses ressources nationales (donc actuellement dans une large mesure contre l'impérialisme occidental et les USA).

L'IMPORTANCE DE LA SYRIE

L'importance attachée à la Syrie par l'URSS tient d'abord au fait qu'avec l'évolution du régime de Sadate, le Kremlin estime que le régime de Assad pourrait devenir le principal point d'appui de sa politique arabe. Pays de la confrontation directe avec Israël, ayant souscrit à l'idée d'un règlement négocié à Genève sur la base de la résolution 242 de l'ONU, le régime syrien reste attaché à un règlement global qui tienne compte du problème pales-

tinien, tout en reconnaissant l'existence d'Israël.

RELANCER LA CONFÉRENCE DE GENEVE

Aujourd'hui avec l'échec de plus en plus manifeste d'un règlement US, fondé notamment sur l'initiative de Sadate, Moscou entend remettre à l'ordre du jour son plan de règlement, à travers la reprise de la conférence de Genève, conférence qu'il s'agit pour les Soviétiques de présenter comme la seule alternative.

La visite de Assad à Moscou a donc été l'occasion pour Brejnev de réaffirmer la «nécessité» de rechercher un règlement par le canal de la conférence de Genève, et tenter de faire pression dans ce sens sur le monde arabe par le biais de la Syrie.

Nouvelle opération réussie du Polisario

Une colonne du Front Polisario, a attaqué lundi soir, un train minéralier qui se rendait de Nouadhibou à Zouérate. La colonne qui comptait une trentaine de véhicules, a pu se replier sans pertes, quatre soldats mauritaniens auraient été tués. Le trafic pourrait être perturbé par une longue période, dans la mesure où la voie a été détruite sur plusieurs centaines de mètres par des charges de plastique qui ont explosé au moment du passage du train. C'est la première fois, semble-t-il, que la voie est ainsi minée et détruite. L'opération des patriotes sahraouis a été réalisée la nuit tombée, afin de limiter les risques d'intervention et de poursuite des Jaguar français et des F5 marocains.

Satellite : Moscou veut continuer

Contrairement aux demandes faites par le Canada qui demande à l'URSS le remboursement des deux millions de dollars dépensés pour rechercher les débris du satellite nucléaire Cosmos 954, l'URSS ne veut rembourser que les dégâts causés. C'est ce qu'a déclaré le délégué russe à la sous-commission de science et de technologie de l'ONU. En ce qui concerne les recherches, l'URSS estime avoir suffisamment fait en proposant... de venir elle-même «enquêter», ce que le Canada a refusé. Le délégué soviétique a affirmé que l'URSS refuserait des contrôles sur les satellites nucléaires. «Des accords ont déjà été signés. Dans un tel cas, le pays responsable doit rembourser les dégâts, cela suffit».

Meeting de soutien aux luttes populaires en Tunisie

Le Comité de mobilisation pour le soutien aux luttes populaires en Tunisie (Section Provisoire de Paris UGET) avec la coordination des autres sections provisoires de l'UGET en France, organise un meeting international

LE VENDREDI 24 FÉVRIER A 20 HEURES
A LA MUTUALITÉ

Ce meeting entre dans le cadre d'une campagne d'information et de propagande sur la situation en Tunisie. Il est organisé sous le sigle : «Les structures syndicales provisoires de l'UGET apportent leur appui à la lutte de la classe ouvrière tunisienne pour une UGTT autonome, démocratique, représentative et combative».

Aujourd'hui et plus que jamais, nous devons faire face aux procès quotidiens dans lesquels on fait arbitrairement des centaines de démocrates et de révolutionnaires.

Nous devons tous faire face au congrès extraordinaire fantôme que compte organiser le pouvoir réactionnaire destourien au sein de l'UGTT le 25 février 1978

Le Comité de mobilisation pour le soutien aux luttes populaires en Tunisie (Section provisoire de Paris UGET)

Après ses critiques à la FSM

Séguy en Espagne : «Pour un regroupement syndical en Europe de l'Ouest»

Georges Séguy est depuis lundi à Madrid, à la tête d'une délégation de la CGT. Les discussions que cette délégation a entamées avec les dirigeants des Commissions Ouvrières, notamment Marcelino Camacho, portent sur la situation en Europe occidentale, et plus particulièrement en Europe du Sud. «Le triomphe des Commissions ouvrières dans les élections syndicales en Espagne, contribue d'une manière positive aux perspectives unitaires en Europe» a déclaré Georges Séguy. Insistant sur la «représentativité» des Commissions ouvrières, le secrétaire général de la CGT en a tiré argument pour réclamer que celles-ci soient admises dans la confédération européenne des syndicats ; il a précisé ses vues à ce sujet, affirmant : «A partir de maintenant, il sera nécessaire de surmonter toutes les différences pour arriver à ce que les centrales syndicales d'Europe puissent se regrouper dans la confédération».

Après ses critiques, adressées à la fédération syndicale mondiale (F.S.M.), le voyage de Séguy en Espagne, est donc une nouvelle occasion pour lui d'affirmer la «nécessité» d'une certaine «autonomie» des syndicats

sous influence révisionniste, en Europe occidentale, vis-à-vis des instances syndicales internationales chapeautées par Moscou. En même temps, l'espoir exprimé par les dirigeants révisionnistes de la CGT, de voir s'effectuer un regroupement de l'ensemble des forces syndicales en Europe occidentale, indique sans doute la volonté du PCF de se constituer des points d'appui sur le continent, dans l'éventualité de son arrivée au pouvoir. Les relations établies ainsi, avec les syndicats à direction social-démocrate (en Espagne, Séguy rencontre aussi la direction de l'UGT proche du parti socialiste), pourraient permettre de peser partiellement sur l'attitude des pays européens à l'égard du PCF au pouvoir. Cette problématique pourrait être identique pour le PCI et le PCE.

Le voyage de Séguy en Espagne s'inscrit en même temps dans la perspective du PCF de réorienter les relations de la France au sein de l'Europe occidentale, en privilégiant l'Europe du Sud (où l'accession au pouvoir, des partis révisionnistes, est à des degrés divers à l'ordre du jour) aux dépens des relations avec l'Europe du Nord, notamment la RFA.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Après l'adoption de la loi anti-terroriste

La presse allemande en réclame plus !

Par Anne RHEIN

En votant la nouvelle loi anti-terroriste («Mesures législatives pour combattre plus efficacement le terrorisme»), le gouvernement de Schmidt a franchi un nouveau pas dans la suppression des libertés démocratiques en RFA.

Si cette loi s'est heurtée non seulement à l'opposition d'une minorité du groupe parlementaire du SPD, mais a provoqué également les protestations des jeunes socialistes, de certaines associations d'avocats, comités locaux, comité anti-répressement etc..., elle ne paraît pourtant pas suffisante à une grande partie de la bourgeoisie allemande. Le groupe parlementaire de la CDU/CSU avait déjà voté, à l'unanimité, contre cette loi, estimant que ce projet présenté par la coalition social-libérale était «insuffisant, imparfait et aucunement approprié à atteindre des résultats, ne serait-ce que partiels, dans la lutte contre la criminalité».

«LE CITOYEN A L'IMPRESSION QU'ON SE PAIE SA TÊTE»

Ce dernier point de vue est largement repris dans les commentaires de la presse allemande. Pour la Frankfurter Allgemeine Zeitung (proche des milieux d'affaires), vu les concessions (pourtant fort minimes) du SPD à ses «dissidents», la loi se présente comme «une petite liasse de lois anti-terroristes ratatinée à des dimensions quasi-risibles».

«Contrôles d'identité et rafles — la loi autorise ainsi de manière si hésitante et contournée ce qui a déjà été pratiqué lors des recherches de Schleyer — que le fondement n'en sera pas plus sûr substantiellement».

En rappelant les conditions de vote au Bundestag jeudi dernier, et en mettant en avant le fait que cinq députés sociaux-démocrates avaient déclaré voter contre la loi anti-terroriste (le SPD craignait alors de ne pas obtenir la majorité nécessaire pour l'adoption du projet de loi), la Süddeutsche Zeitung, libérale, qualifie le résultat de «mélange de morale mal comprise, band-à-partisme et de négligences».

Et Die Welt, (chaîne Springer) de renchérir démagogiquement : «Le citoyen qui compare les grandioses paroles prononcées à la tombe de Schleyer, avec les pitoyables résultats, même pas six mois après au Bundestag, ne cesse de se poser la question de savoir comment une telle dégradation a pu se produire. Quand on voit qu'une majorité parlementaire veut bien autoriser la perquisition d'un immeuble où s'est planqué un suspect de terrorisme, mais à la condition qu'elle se limite à une seule maison — s'il peut s'échapper par l'arrière-cour pour atteindre le bâtiment voisin il peut continuer à trahir — dans ce cas, le citoyen à l'impression qu'on se paie sa tête».

L'ÉTROITE MARGE DE MANŒUVRE DE SCHMIDT

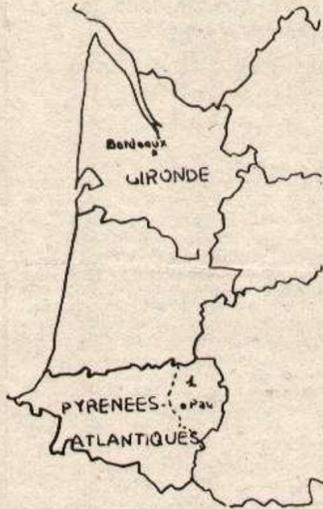
En s'en prenant aux «dissidents» au sein du SPD, «des gens décidés à user du droit qui est le leur d'attribuer moins de valeur à la position gouvernementale qu'à leurs propres convictions» (Frankfurter Allgemeine Zeitung), les commentaires de la grande presse indiquent bien que le gouvernement ne peut se permettre à long terme de céder aux réticences «démocratiques» de son aile gauche. «La politique de ce gouvernement doit être celle de la consolidation et de la stabilisation. On ne peut alors distribuer des cadeaux aux «masses»; des fois il faut même leur imposer des sacrifices». (FAZ).

La loi anti-terroriste devra maintenant être votée par le Bundesrat où les chrétiens-démocrates ont la majorité. Il dépendra finalement du parti libéral FDP qui, dans la Sarre et en Basse-Saxe forme un gouvernement en commun avec la CDU, que la loi soit adoptée définitivement ; sinon elle devrait être revotée par le Bundestag, à la majorité absolue, cette fois. Le FDP, bien que favorable à des mesures anti-terroristes plus étendues, viendra-t-il en aide au SPD en difficultés pour soutenir la coalition quelque peu compromise depuis les dernières affaires d'écoutes et d'espionnage et les décisions récentes en matière de retraites qui, une fois de plus, refusent aux personnes âgées ce qui leur avait été promis auparavant ?

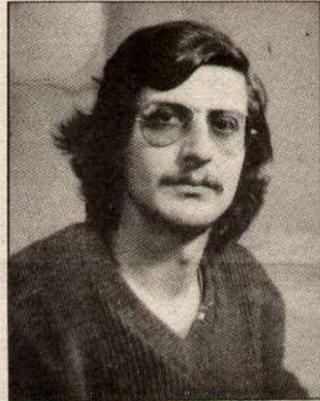
Les commentaires préfèrent ne pas se prononcer à ce sujet. Genscher, chef du parti libéral, ne vient-il pas de déclarer que les laenders à gouvernement libéral-chrétien «ne peuvent résoudre le problème que pose le manque de fidélité de tel ou tel député à son gouvernement, à son chancelier» et qu'il ne faut donc pas trop compter sur le soutien de ces coalitions-là.

Or, si la presse bourgeoise est unanime pour qualifier d'insuffisantes les mesures anti-terroristes, c'est bien à la faiblesse relative que connaît actuellement la coalition social-libérale — et non pas à un souci de ces partis d'aller trop loin dans la mise en place de l'Etat policier — que les commentateurs attribuent la «modération» de la loi. Et la FAZ de résumer : «Le gouvernement a finalement préféré sacrifier ce qu'il avait reconnu lui-même comme étant juste et nécessaire pour sauver son existence».

Dans la bataille, avec les candidats de l'Union Ouvrière



GIRONDE (1^{ère} circonscription)



Bruno BORTHURY

Ouvrier

Bruno Borthury habite depuis 1962 les quartiers nord de Bordeaux. 26 ans, marié, père d'un enfant, il a travaillé comme employé du commerce, puis ouvrier du bâtiment : il est ouvrier qualifié dans une usine d'alimentation.

Etroitement lié aux travailleurs, il impulse le soutien aux luttes sur son quartier (Suma, FJT du Grand Parc) et participe à la création d'organisations de locataires comme «Vivre au Grand Parc», cité de 16 000 habitants.

En tant que syndicaliste, il mène constamment la bataille pour faire prévaloir un syndicalisme de classe. Au moment des «Assises pour le socialisme», il s'oppose résolument à la tentative de main mise du PS sur sa confédération. La direction confédérale tente alors de l'exclure : mais le conseil de l'Union départementale 33 s'y refuse.

Dans son usine, qui n'avait pas connu de grève depuis 225 ans, il a permis que s'engage la lutte.

Par son dynamisme et sa combativité, il a contribué à rassembler les forces révolutionnaires sur Bordeaux et sa région.

Suppléant : Michel FERRIERE
Employé

Agé de 33 ans, Michel Ferrière adhère au PSU en 1969 et y mène contre la direction Rocard la lutte politique au sein du courant marxiste-léniniste, et conscient de l'impossibilité de transformer cette organisation rejoint les communistes révolutionnaires. Il a participé à la lutte pour l'unité des travailleurs Français et Immigrés contre la circulaire Fontanet et s'est battu contre la dissolution de l'Union départementale 33 de son syndicat, par les instances confédérales.

BORDEAUX, CHABAN ET SA BEQUILLE SOCIALISTE

Vignes, châteaux et plages. Sans doute ces images font-elles partie de la réalité de la Gironde, et surtout aux yeux de cette minorité pour qui le Sud-Ouest, c'est la résidence secondaire construite sur les terres des paysans chassés, ou au ras de la plage pour la vue «imprenable».

Mais retournons la carte postale. Si la Gironde est le premier département par la superficie, il n'est pas le dernier par ses chômeurs : près de 46 000 (50 % de plus qu'il y a deux ans), la moitié des chômeurs de l'Aquitaine. Dans ce département déjà peu industrialisé, les quelques implantations de Ford ou Siemens n'ont pas compensé les fermetures des chantiers navals de la Gironde, de Cazenave, Tobler et bien d'autres.

Tandis que, dans ce département qui compte le plus grand nombre d'ouvriers agricoles, la campagne se dépeuple, Bordeaux est devenue une grosse agglomération de 600 000 habitants. Si son histoire et la politique de la bourgeoisie y ont développé le secteur tertiaire (commerce, banques, administrations), il existe aussi d'importantes concentrations ouvrières liées au port et à l'industrie aéronautique en particulier. D'ailleurs, toute la politique de Chaban-Delmas consiste à expulser les travailleurs vers la banlieue ou les quartiers nord par des opérations du genre «Bordeaux 2 000 - Méridadeck», gouffre financier bouché par les travailleurs ; Bordeaux est la ville de France où les impôts locaux sont les plus élevés.

Jouant depuis 1946 l'homme «irremplaçable», à la fois député et maire, président du Conseil régional depuis 74, Chaban-Delmas a subi plusieurs revers après son camouflet aux présidentielles. Autour de «sa» ville, des municipalités sont passées aux mains du PS (Mérignac, Pessas, Talence...) ou du PCF (Bègles).

Chaban a du céder la présidence de la communauté urbaine à un socialiste ; mais il s'est entendu avec le PS pour qu'une loi spéciale répartisse à égalité les voix de ses partisans et de ses adversaires et n'accorde de voix prépondérante au président qu'en cas de vote public.

Berné par cette manœuvre, le PCF a crié à la «trahison» mais n'a pu empêcher qu'elle se renouvelle au Conseil général où Chaban a été réélu alors que la gauche y est majoritaire !

Mais à Bordeaux, c'est aussi les luttes

avec Bordeaux-Sud (métallurgie) et Saint-Joseph (textile) respectivement occupées depuis deux et un an, que le PCF et la direction CGT s'efforcent de contrôler et laissent sans perspective. La région a été marquée surtout par les luttes à la Cellulose du Pin, à la raffinerie d'Elf-Ambès, les grèves et la mobilisation exemplaire des ouvriers de la SEP contre la répression, le combat mené par les paysans contre l'implantation de la centrale nucléaire de Braud Saint-Louis, les actions des ostréiculteurs...

La première circonscription de Bordeaux est contrastée, révélatrice des découpages électoraux effectués par la bourgeoisie en place.

Bordeaux-Caudéran est un quartier essentiellement bourgeois, résidentiel. Au Bouscat, à côté des «échoppes» (petites maisons individuelles), des cités populaires ont fait leur apparition (Godard, le Champ de Courses...). Quelques usines aussi, comme Derrupé (matériel de travaux publics) qui a licencié 300 ouvriers en 5 ans.

Les Chartrons, vieux quartier aux nombreuses rues sombres, pavées et insalubres où se trouvent de nombreux foyers de travailleurs immigrés, c'est le quartier des chais de vin, des vieux entrepôts de café, d'épices où les travailleurs sont surexploités.

Coincés entre la Garonne, le lac artificiel et le centre-ville, les blocs tristes de grandes cités populaires comme le Grand Parc (4 000 appartements), les Aubiers, (1 200), la cité lumineuse, la cité Claveau... Certaines cités, en particulier dans le quartier de Bacalan, ne sont jamais entretenues ; toutes sont sous-équipées. Des quartiers délaissés par la bourgeoisie bordelaise, délaissés par la municipalité de Chaban, alors que des sommes colossales sont employées à éclairer la cathédrale, la mairie, ou les façades 18^e siècle des quais.

Autour de ces cités, de nombreuses usines, la Saft (Piles Leclanché), Beghin Say (raffinerie de sucre), Lesieur (huiles), les docks, la réparation navale, la zone d'entrepôts de Bordeaux-Nord, véritables bagnes capitalistes...

Des usines marquées par les luttes, comme la Saft et Say, ou qui menacent de fermer (Lesieur, Say, Bur) comme tant d'autres l'ont fait ces dernières années dans le quartier : Beauvais, Herribery. Des usines où, comme à Castelvin, toute tentative d'activité syndicale est systématiquement réprimée : licenciement immédiat.

Cette circonscription regroupe enfin de grandes concentrations d'employés avec les organismes de Sécurité Sociale (URSSAF, CRAMA, CFAM).

Dans la première circonscription, le député sortant, le RPR Jean Valleix, se représente.

Jadis «poulain» de Chaban-Delmas, les relations se sont quelque peu tendues quand Valleix fut soupçonné de devenir un peu trop «chiraquien». Mais à l'approche des législatives, la droite girondine serre les rangs pour éviter de voir se renouveler les ennuis de 73. Sur les 19 circonscriptions qu'elle détenait, la droite avait dû en céder sept à la gauche, se retrouvant ainsi à égalité avec elle pour la représentation parlementaire de la région Aquitaine.

Aussi, lors de sa venue à Bordeaux, Chirac a-t-il eu soin de ne consacrer à Valleix qu'une demi-heure dans l'arrière salle d'un bistrot. Quant à Chaban il a délégué auprès de lui une de ses adjointes à la mairie de Bordeaux. Ne reculant pas devant l'innovation, Valleix a organisé début février une rencontre «crêpes-débat». Il pourra toujours se reconforter dans la pâtisserie si, comme le prétend un sondage, il lui manque 3 000 voix au soir du deuxième tour. Plus qu'Henriette Poirier (PCF) c'est le PS Lalumière qui se pose en rival de Valleix. Professeur à la faculté de droit à Paris, celui-ci peut se prévaloir d'avoir pris à la droite la municipalité de Bouscat en mars dernier. Cette commune a une tradition ouvrière certaine puisque c'est là que Blanqui avait été élu en 1871. C'est aussi au Bouscat que fut en 1889 «inventée» la célébration du 1^{er} mai. Mais par le biais du découpage électoral qui inclut le quartier «de droite» des Chartrons, il faut s'attendre à un score serré. Si serré que l'on ne s'étonnera pas que Lalumière ait porté plainte contre l'inscription in extremis de 282 Français de l'étranger qui se trouvaient presque tous dans un hospice de Madagascar !

GIRONDE (4^e circonscription)



Jean-Claude CLUZAN

Cheminot

Issu d'une famille ouvrière, Jean-Claude Cluzan est âgé de 35 ans. Devenu ajusteur-monteur à la SNCF après son apprentissage, il prend part à la solidarité ouvrière contre la sale guerre d'Algérie. La nécessité du combat contre le racisme lui apparaît plus clairement encore quand, faisant son service militaire au lendemain des accords d'Evian, il y côtoie les anciens de l'OAS. En 64 il adhère au PSU, mais conscient de la nature réformiste de ce parti il le quitte en 1972, pour rejoindre les rangs marxistes léninistes.

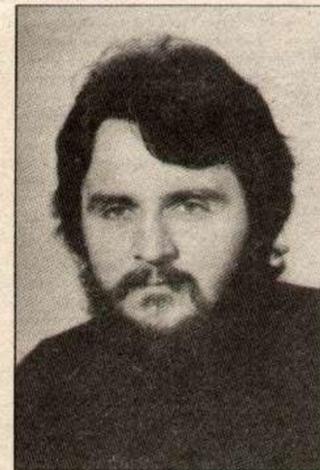
Dans la quatrième circonscription de la Gironde, face au député sortant le socialiste Philippe Madrelle, président du conseil général de la Gironde, Jean-Claude Cluzan, militant révolutionnaire et syndicaliste CFDT actif défendra les positions de l'UOPDP.



et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne

PAU GRANDIT AU RYTHME DE L'EXODE RURAL

PYRENEES ATLANTIQUES (1^{ère} circonscription)



Alain BERIT-DEBAT

Ouvrier du bâtiment

Agé de 28 ans, ouvrier depuis l'âge de 14 ans, Alain a pris une part active à la lutte révolutionnaire durant ces dix dernières années. Issu d'une famille ouvrière béarnaise, attaché à sa ville natale, Pau, très tôt sa volonté de vivre et travailler en Béarn s'exprime fermement.

Refusant de s'expatrier dans la région parisienne, il restera au pays en travaillant et en luttant dans les usines de la région où sévissent les conditions de travail et l'exploitation les plus dures. Très apprécié de ses camarades de travail, pour son entrain et son esprit combatif, il a travaillé dans la métallurgie : chez Legrand-Pyrénées, puis chez Dehousse. Aujourd'hui il travaille dans une boîte du bâtiment : Peyrichou et Malan au cœur de la zone industrielle de Lons.

Comme pour beaucoup d'ouvriers, l'année 68 a constitué pour lui un tournant. Écœuré par l'attitude contre-révolutionnaire du PCF au cours des événements de mai juin il rejoindra dès lors les rangs des marxistes léninistes. En 73, aux côtés des ouvriers de PUK Nogères, lors de la grande grève qui secoua toute la région, il participe activement à l'organisation d'un comité de soutien et à la popularisation de la lutte.

Dans le combat quotidien pour faire avancer la ligne révolutionnaire il s'oppose pied à pied à la ligne de sabotage du PCF

Suppléante : Annie DEGOUGE
Institutrice

Agée de 24 ans, mariée, elle a travaillé des années durant avec les ouvrières de Bidegain (chaussures) et Oudoul (plastique) auxquelles le capitalisme fait subir la surexploitation : cadences infernales, travail sous-payé, brimade sexistes de la part de la maîtrise masculine.

Après avoir connu le chômage qui frappe avant tout les femmes et les jeunes, elle travaille actuellement dans l'Education nationale comme institutrice. C'est en 1970, lors des luttes anti-fascistes contre le procès de Burgos qu'elle a pris part à la lutte révolutionnaire qu'elle continue de mener aujourd'hui.

La première circonscription des Pyrénées Atlantiques comprend d'abord la ville de Pau, chef-lieu du département, ville tertiaire de 150 000 habitants. Le centre historique de la ville avec le château d'Henri IV, le Parlement de Navarre, le Vieux quartier de Hédas en cours de rénovation et peuplé aujourd'hui de travailleurs immigrés, témoigne d'une longue histoire. Aujourd'hui, ces lieux sont avant tout réservés aux touristes l'été, et offerts à la spéculation immobilière pour les couches aisées nostalgiques de pittoresque. La vieille ville s'est développée vers l'est, jusqu'au parc Beaumont, en arrière du boulevard des Pyrénées et autour de la place Clemenceau ; là sont les commerces et les principales administrations. Une couronne de quartiers résidentiels entoure le centre. A la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle y furent construits de modestes pavillons et aménagés de somptueuses résidences pour l'aristocratie anglaise ; celles-là ont fait place, depuis une vingtaine d'années à des immeubles modernes et à de riches villas.

Vers le nord, s'organise un cordon de cités : Duffau-Tourasse, Fouchet, Les Lilas, Berlioz, l'Ousse des Bois, etc... Elles sont le résultat de l'attraction exercée par le centre administratif «créateur d'emplois» sur la campagne sans cesse dépeuplée depuis la deuxième guerre mondiale. Un double mouvement d'immigration de la péninsule ibérique et de l'Afrique du Nord, et d'émigration des populations locales vers les centres industriels vient s'ajouter au gonflement des activités tertiaires qui tranche sur le vide de la campagne environnante.

Une vaste banlieue s'est aussi développée. A Bizanos, à Gelos, à Jurançon. Mais l'extension la plus spectaculaire s'est faite vers l'ouest ; à Billière devenue en quelques années une véritable ville, à Lons et à Lescar. Plus de la moitié de la population de Pau est composée de jeunes de moins de 25 ans, particulièrement touchés par le chômage (plus de 5 000 chômeurs à Pau), ils constituent le réservoir des contrats emploi-formation (500 offres pour 3 000 demandés sur le département) et ils sont une aubaine pour les petits et moyens patrons en quête de main d'œuvre gratuite et supposée docile.

Le secteur industriel reste sous-développé avec une zone industrielle à Lons (2 000 emplois environ) et Indusnord vers Morlaas ; depuis le début de la crise une vingtaine d'entreprises ont licencié ou déposé leur bilan. Il s'agit de PME dont un petit nombre seulement emploie plus de 200 travailleurs ; pour l'essentiel petits ateliers de la métallurgie et entreprises du bâtiment liés à l'équipement et à la

transformation. A cette faible industrialisation répond une faible syndicalisation et peu de traditions de luttes.

A Bordes, à 10 km de Pau, Turboméca travaillant pour l'aéronautique avec ses 2 500 ouvriers n'offre déjà plus de débouché à l'emploi et commence à licencier. Ajoutons la présence d'une industrie du cuir et du textile employant surtout des femmes dans des conditions extrêmement dures de travail et de répression, pour des salaires de misère. Citons la BSA dont le PDG est le fameux patron moderniste proche du PS, Bidegain.

L'agriculture et l'élevage tiennent une place de plus en plus faible dans l'économie du département. La grande majorité des agriculteurs sont des propriétaires exploitants. En général les terres sont travaillées en famille, aussi y a-t-il moins de 4 000 salariés agricoles dans le département.

La consommation d'engrais a beaucoup augmenté au cours des trois dernières décennies et la quasi totalité des superficies agricoles utiles (sauf en montagne) sont cultivées avec des engins motorisés. Les Pyrénées Atlantiques sont une région de polyculture où la vente des produits de l'élevage représente les 2/3 des revenus de l'agriculture. Avec l'Eure et Loir, les Pyrénées Atlantiques sont un des principaux départements de culture du maïs.

Dans la 1^{ère} circonscription, on distingue du Nord au Sud trois régions : dans le Vic-Bilh, la polyculture traditionnelle ; dans le Béarn du Nord, une zone de défrichage récent cultivée en maïs ; dans la plaine alluviale du gave de Pau, du maïs et de la prairie. De façon générale la moyenne des propriétés tourne autour de 10 à 15 hectares.

L'OUSSE DES BOIS : UNE MISERE GENANTE POUR LES GESTIONNAIRES DU PS

L'Ousse des Bois, est une cité-dortoir de 800 familles au Nord de la ville, construite à la hâte sans souci d'esthétique ni de confort. A cela s'ajoute l'éloignement des lieux de travail, du centre ville et de l'ANPE. Le dimanche il n'y a aucun moyen de transport en commun et les locataires de la cité n'ont aucune distraction. Rien pour les jeunes, sinon une MJC sans équipement. Les familles populaires connaissent le lot quotidien des saisies et des mises en tutelle quand le mari se retrouve au chômage. A la répression en uniforme des CRS et flics ilôtiers qui sillonnent la cité, se joint alors celle de l'huissier et de l'assistante sociale.

Pour Labarrère, député-maire de Pau, un

de ces jeunes loups du PS, dauphins de Mitterrand, l'Ousse des Bois étale trop ses haillons ; cette misère est trop voyante pour lui qui veut aménager un nouveau quartier neuf au nord de la ville, construisant de nouveaux logements à Duffau-Tourasse —des immeubles de 13 étages distants par endroits de 30 mètres à peine— et transférer la Préfecture dans un grand espace vert privé. Aussi a été entreprise la «réhabilitation» de l'Ousse. En fait cette «réhabilitation» ne transforme en rien le confort des appartements mais par contre les loyers ont augmenté de 6,5 %.

Par ailleurs cette réhabilitation est en partie financée par le Fonds d'action sociale auquel cotisent les pays d'origine des travailleurs immigrés dont la proportion (52 %) sur la cité devrait selon le préfet être réduite à 12 % !

Depuis plusieurs mois, les locataires français et immigrés tentent de construire leur unité dans la lutte contre les hausses et le racisme, malgré les tentatives de division du «collectif des associations» du quartier créé par et pour le PS ainsi que les dirigeants de l'Association des locataires qui ont empêché jusqu'à présent l'organisation autonome des locataires contre la SBEMH, société de HLM «municipalisée» qui gère la cité.

En novembre 76, les locataires refusaient l'augmentation des charges (en particulier du chauffage) et pendant trois mois cette augmentation était versée sur un compte bloqué jusqu'à ce que la SBEMH fournisse des explications. Mais sans attendre les dirigeants de l'Association des locataires payaient alors la société.

Début 77, c'est au tour des loyers d'augmenter de 6,5 %. Pendant plusieurs mois les locataires refusent de payer. Tandis que la SBEMH envoie en juin des lettres de menace, les dirigeants de l'Association des locataires reprennent leur travail de sappe. Mais les locataires s'organisent, une réunion regroupe plusieurs dizaines d'habitants autour de militants actifs, manifestant la volonté de refuser la récupération des gestionnaires du PS. Aujourd'hui, le PCF arrive après la bataille pour affirmer qu'il a toujours combattu au sein du conseil municipal la politique d'austérité du PS. Aussi le PCF a-t-il eu la réponse qu'il méritait : à la réunion qu'il organisait sur le quartier il n'y avait même pas une dizaine d'habitants du quartier. Seule l'organisation des travailleurs autonomes des partis de gauche comme de droite défendant les véritables revendications populaires permettra de lutter victorieusement contre la crise dans les quartiers populaires : c'est ce que fera valoir le candidat de l'UOPDP à Pau, où Labarrère tentera de préserver les 177 voix d'avance qui lui ont permis de reconquérir en 73 son siège de député.

MEETINGS DE L'U.O.P.D.P.

<p>Paris</p> <p>DIMANCHE 26 FÉVRIER</p> <p>14 h salle de la Mutualité</p> <p>Interventions centrales de Patrick PICHOT et Jean-Louis RABOUTET</p> <p>o Témoignages de chômeurs, de vieux travailleurs, o Interventions sur les luttes des femmes, les luttes pour le cadre de vie, et la lutte des Sonacotra.</p>	<p>Rennes</p> <p>Le 26 février à 14 h</p> <p>au Pavillon des Lices</p>	<p>Lille</p> <p>Le 26 février à 17 h,</p> <p>salle du Conservatoire,</p> <p>place Condorcet</p>
--	---	---



CINQ SIECLES D'OPPRESSION



A partir du 16^e siècle, la plus grande partie de l'Arménie fut annexée par l'Empire Ottoman. La domination ottomane a représenté pour les Arméniens, non seulement un arrêt net de leur développement, mais une régression considérable. Ainsi l'Arménie qui au 10^e siècle en était au même stade de développement que les pays d'Europe, s'est repliée sur ses monastères et a vu son Moyen-âge se prolonger jusqu'à la fin du 17^e siècle. C'est une période de résistance silencieuse au cours de laquelle la paysannerie arménienne, tout en faisant vivre la caste ottomane, donne de plus en plus naissance à une bourgeoisie moderne, qui se réclame de la révolution française de 89. Ce sont les caractères spécifiques de la domination ottomane fondée sur l'exploitation des peuples, la ségrégation entre peuples chrétiens et musulmans et non leur assimilation, qui vont le permettre.



Les patriotes du Karapagh

Cette période est ponctuée par les guerres opposant en Arménie, l'Empire Ottoman et l'Iran. Les provinces orientales de l'Arménie passaient ainsi périodiquement d'une main à l'autre. A la faveur de ces guerres turco-iraniennes, le premier mouvement de résistance nationale apparait dans les régions montagneuses du Karapagh. Il représente la première tentative d'unification et d'affirmation nationale de l'époque moderne. La province obtient un régime d'autonomie sous l'occupation iranienne et gagne même pour une période de huit ans l'indépendance totale (entre 1722 et 1730).

Cette grande bourgeoisie arménienne, alors pro-russe, aide les tsars à étendre leur empire vers la Transcaucasie et l'Arménie en intervenant militairement à leurs côtés, dans l'espoir d'arracher l'Arménie à l'occupation ottomane et de la réunifier. Pourtant, les tsars qui ont promis un Etat arménien, annexent purement et simplement l'Arménie orientale à leur Empire (en 1877). La grande bourgeoisie arménienne préférera l'occupation tsariste avec sa politique de russification forcée à la domination ottomane, archaïque et décadente, caractérisée par une insécurité de tous les instants, les pillages, les massacres, une existence sans cesse menacée.

Jusqu'aux années 80 du 19^e siècle, il ne sera pas vraiment question d'indépendance pour l'Arménie, mais de réunification et de réformes.

LA QUESTION D'ORIENT

C'est en tant qu'aspect particulier de la «question d'Orient» que le problème arménien s'est posé pour la première fois au niveau international. Cette «question d'Orient» qui a mobilisé pendant tout le 19^e siècle les chancelleries européennes, jusqu'au moment où elle a été tranchée par la guerre impérialiste de 14-18, s'articulait autour de trois points : l'essor des puissances occidentales, le déclin de l'Empire Ottoman, et le «réveil des nationalités» opprimées par les Turcs ottomans. L'Empire Ottoman devait tôt ou tard être démembré. Une question se posait : à qui iraient ses morceaux, aux peuples soumis depuis si longtemps et qui l'un après l'autre se «réveillaient» ou bien aux impérialistes dans la course pour le partage de ses dépouilles ?

(A suivre)

Du sacrifice de Manouchian - février 1944 - à la lutte nationale actuelle en Arménie soviétique

UN PEUPLE QUI NE VEUT PAS MOURIR (1) Par Sonia SASSOUN

●Aujourd'hui, le mouvement contre l'oppression nationale se développe en République d'Arménie, l'une des quinze républiques de l'URSS. L'annonce récente de la libération du cinéaste arménien Serge Paradjanov ne peut faire oublier l'intensité de la répression anti-populaire en Arménie soviétique, combien les dirigeants du Kremlin et leurs agents y bafouent les libertés les plus élémentaires, combien ils tentent d'y étouffer toute expression vivante de la culture arménienne.

Durant des décennies, la République soviétique d'Arménie, fédérée aux autres Républiques de l'URSS socialiste, a représenté l'espoir pour le peuple arménien largement dispersé à la suite d'un des plus grands génocides du 20^e siècle, perpétré contre lui par la domination turque. Lorsqu'il y a trente quatre ans, le 21 février 1944, l'Arménien Manouchian, dirigeant d'un groupe FTP de travailleurs immigrés, tombait en France, sous les balles nazies, c'était en tant que militant communiste ; pour lui, la construction du socialisme en République d'Arménie devait répondre aussi bien aux aspirations de la classe ouvrière arménienne à se libérer des chaînes de l'exploitation capitaliste qu'aux aspirations nationales du peuple arménien. La République d'Arménie représentait un espoir en même temps qu'une alternative, alternative aux multiples tentatives des impérialismes occidentaux de manipuler le peuple arménien dispersé, d'utiliser

Il y a 34 ans, le 21 février 1944, Missak Manouchian, responsable des FTP-M.O.I. (M.O.I. main d'œuvre immigrée, regroupement créé en 1924 dans le cadre de la CGT) de la région parisienne était fusillé par les nazis. Deux mois plus tard, en avril 44, l'occupant recouvrait les murs de 15 000 affiches rouges intitulées «Des libérateurs ? la libération par l'armée du crime». L'affiche reproduisait dix photos et dix noms parmi eux des 23 partisans fusillés : Grzywacz, Wasjbro, Witchiz, Fingerweig, Rayman, juifs polonais, Elek et Bocsov, juifs hongrois ; Fontanot, communiste italien ; Alfonso, Espagnol ; Manouchian : «Arménien, chef de bande, 56 attentats, 152 morts, 600 blessés» dit l'affiche.

MISSAK MANOUCHIAN, RÉSCAPÉ DU GÉNOCIDE DES ARMÉNIENS

«La vie de Manouchian peut se résumer en une phrase : orphelin de la première guerre mondiale, fusillé pendant la seconde guerre mondiale», a expliqué sa femme, Mélinée.

Missak Manouchian est né en 1909 dans une famille de paysans d'Adyaman, village arménien de Turquie. En 1915, les jeunes turcs déclenchent ce qu'on a appelé depuis, le premier génocide du 20^e siècle : liquider la question nationale arménienne en liquidant le peuple arménien. Un million et demi d'Arméniens ont péri au cours de ce génocide que l'histoire officielle continue à ne pas vouloir reconnaître, alors que ses méthodes ont largement inspiré Hitler.

«Le père de Manouche est mort en combattant les turcs dans le maquis» poursuit Mélinée, «et sa mère est morte de faim».

«Chassé par les turcs, recueilli par une famille kurde, il s'est retrouvé

avec son frère dans un orphelinat en Syrie, alors sous protectorat français. Nous sommes des milliers comme lui, comme moi, entraînés d'orphelinats en orphelinats (...) Manouche, tourneur aux usines Citroën, s'est retrouvé au chômage en 1929, avec tous les étrangers, premières victimes de la crise» Des milliers d'Arméniens sont ainsi venus en France soit débarqués par les bateaux français, soit volontairement, parce que la France passait pour être le pays de la révolution et de

ses forces pour la lutte contre le socialisme.

Avec la dégénérescence capitaliste de l'URSS, la République d'Arménie est devenue une nouvelle prison pour le peuple arménien ; la veuve de Manouchian, qui combattit le nazisme à ses côtés, parle aujourd'hui, à propos de l'URSS, d'un nouveau visage de fascisme.

Dans ces conditions, l'Occident entend tirer une nouvelle fois parti d'une situation dont le peuple arménien est la victime, qu'il s'agisse des appels de Carter «au respect des droits de l'homme en URSS» ou des tentatives des phalangistes au Liban d'entraîner à leurs côtés, au cours de la guerre civile, les Arméniens réfugiés. Ceux-ci, ont dans leur masse, refusé d'être ainsi enrôlés dans l'agression contre des peuples opprimés, certains ont même pris les armes aux côtés des progressistes libanais et de la Révolution Palestinienne, tandis qu'en Arménie soviétique, le mouvement contre l'oppression nationale ne supporte plus de voir sa cause subordonnée aux marchandages pour la «détente» entre l'URSS et les Occidentaux.

Sonia Sassoun, journaliste au Quotidien du Peuple, descendante des premiers réfugiés arméniens, comme 200 000 de ses compatriotes en France, nous expose quelques aspects actuels de la lutte de son peuple, une lutte qui s'enracine dans l'histoire.

même temps que 150 000 Arméniens de France et d'autres pays-réfuges. Pour tous les Arméniens, et plus particulièrement pour les communistes Arméniens, la R.S.S. d'Arménie concrétisait des décennies de résistance, de luttes et d'espoir. Avec cette République, le peuple arménien qui n'avait plus connu l'indépendance depuis le 16^e siècle, édifiait sur une parcelle de son territoire national une République indépendante. Et cette République était une République soviétique avec

lorsqu'il est mort, dit Mélinée, si nous faisons le décompte de ces 37 années, cela fait 20 ans d'orphelinat, douze ans de militantisme, cinq ans de clandestinité ou de prison. Mais Manouchian écrivait : la vie n'est pas dans le temps, elle est dans l'usage qu'on en fait. Sa vie, notre vie, fut un combat que personne ne parviendra à faire oublier, ni à interrompre. Peut-être, ce combat a-t-il changé de visage, comme le fascisme a changé de visage. Il en changera encore, mais le combat doit continuer».

LA LUTTE CONTRE LES NOUVEAUX TSARS

Contre le nouveau visage du fascisme en R.S.S. d'Arménie, la résistance a commencé. Le cinéaste arménien Serge Paradjanov est, un des représentants de cette résistance tenace du peuple arménien. Cette résistance en Arménie soviétique se conjugue avec une autre résistance en Occident qui, elle, n'a jamais cessé contre les forces qui continuent, après plus d'un demi siècle à organiser la conspiration du silence autour du génocide des Arméniens, et de leurs revendications nationales, et qui aident l'actuel Etat turc à achever la tâche du sultan Rouge et des jeunes turcs en détruisant le patrimoine historique du peuple Arménien, l'héritage qu'il a laissé sur ses terres, en rendant la vie impossible aux quelques Arméniens qui se trouvent encore en Turquie pour les contraindre à partir. La résistance du peuple arménien ne se satisfait pas des marchandages impérialistes et notamment entre le social-impérialisme et les impérialismes occidentaux.

(A suivre)

Demain : la lutte contre l'oppression nationale en Arménie soviétique



L'affiche rouge : en bas le portrait de Manouchian».

la liberté, et ils ont formé une des premières vagues de travailleurs immigrés, dans la banlieue parisienne, à Lyon, à Marseille.

D'autres Arméniens, à qui on avait appris un «métier» dans les orphelinats, sont ainsi devenus cordonniers, tailleurs etc... Ce sont les grands-parents des 200 000 Arméniens qui vivent aujourd'hui en France.

«QUAND TOUT SERA FINI, PLUS TARD EN ERIVAN»

Après la guerre, Mélinée est allée en Erivan capitale de la R.S.S. d'Arménie, en

les ouvriers et les paysans au pouvoir.

«LE FASCISME A CHANGE DE VISAGE»

Mélinée est revenue en France après 18 ans passées en R.S.S. d'Arménie. Elle a assisté à la transformation d'un état de dictature du prolétariat en un Etat bourgeois, la transformation des Républiques soviétiques en colonies russes. Sur ce territoire de la République d'Arménie qui représentait environ les 2/10 du territoire national arménien historique, le peuple arménien n'a pas pu conserver sa liberté. «Manouche avait 37 ans.

PROGRAMME TÉLÉ Jeudi 23 février

TF 1
18 h 55 - La passagère
19 h 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La filière
21 h 30 - L'événement
22 h 35 - Allons au cinéma
23 h 00 - Allons au cinéma
23 h 00 - Journal et fin

A 2
17 h 55 - Fenêtre sur...
18 h 25 - Isabelle et ses amis
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le grand échiquier
23 h 15 - Journal et fin

FR 3
18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - L'adieu aux armes. Film américain
22 h 55 - Journal
23 h 10 - Un événement

Vendredi 24 février

TF 1
18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - La passagère
19 h 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au théâtre ce soir. Monsieur chasse
22 h 20 - La musique est à tout le monde
22 h 50 - Journal et fin

A 2
14 h 00 - Aujourd'hui madame
15 h 0 - Danger immédiat
15 h 55 - Aujourd'hui magazine
17 h 55 - Fenêtre sur...
18 h 25 - Isabelle et ses amis
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les eygletières
21 h 35 - Apostrophes
22 h 40 - Journal
22 h 45 - Télé-club. UBU ROI

FR 3
18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - La qualité de l'avenir
21 h 30 - Les maîtres d'œuvre
22 h 20 - Journal et fin
22 h 35 - Émission alsacienne

BLOC NOTES

Le Cinématographe

44 cours Suchet 69 002 Lyon

et l'Association de Diffusion des Idées Ouvrières

24 rue Sergent Blandan
69 001 Lyon

présentent

Une série de films du 1^{er} au 15 mars, cinématographe, 44 cours suchet Lyon 2^e, parmi lesquels :

Autrefois les Canuts, Penarroya : Comment se mettre d'accord : mer 1^{er} mars 14 h - sam 11 mars 20 h - dim 5 mars 14 h - mer 8 mars 18 h 30

Lip 73-74 (long métrage) Le goût du collectif : mer 1^{er} mars 18 h 30 - mar 7 mars 18 h 30 - dim 12 mars 20 h

Les travailleurs de Caron-Ozanne (Caen) expliquent leur lutte : jeu 2 mars 18 h 30
Libérez le Parisien ! : jeu 9 mars 18 h 30 - lun 13 mars 18 h 30

Condamnés à réussir (la Hague nucléaire) : ven 3 mars 20 h 30 (information débat avec le collectif de diffusion du film sur région) : dim 12 mars 14 h

Lip 76 : sam 11 mars 14 h (débat et actualisation avec une délégation des travailleurs et de CFDT-Lip) lun 6 mars 18 h 30 - ven 10 mars 18 h 30 (information et débat avec CFDT Teppaz) - mar 14 mars 18 h 30

Lip 76... deux films en super 8... : sam 11 mars 14 h (information débat avec P. Jusseaume et des travailleurs de Caron : le super 8 : une arme de plus dans nos luttes)

Billets : tarif réduit pour billets pris à l'avance (1 séance : 9 F et abonnement toutes séances : 40 F) à l'ADIO, 24 rue S. Blandan 1^{er} et dépôts Syndicats Bourse du travail, CFDT - Métaux et UD CFDT - Librairies du Soleil noir, Fédérop.

La Gazette Nucléaire

N° 14 - 3 francs

40 questions pour les élections législatives sur la politique énergétique, sur l'information, l'indépendance énergétique, l'avenir du programme nucléaire, et quelle autre politique de l'énergie ?

GSIIEN - 2 Rue François Villon
91400 ORSAY

Exposition

**SUR LA RÉNOVATION
ET LES PROBLÈMES DU LOGEMENT
DANS LE QUARTIER** Tourtille
BISSON - PALIKAO - TOURTILLE

- Samedi 25 février de 14 heures à 17 heures
- Dimanche 26 février de 9 heures à 15 heures

au 22 rue Bisson - Paris 20^e

Exposition réalisée par le Collectif des étudiants en photographie de l'université Paris 8-Vincennes avec le concours des habitants du quartier Bisson-Palikaou-Couronnes.

Entrée gratuite

Ecologie hebdo vient de paraître



N° 280 - FÉVRIER - 3 francs

Au sommaire :

- Les marais salants de la Presqu'île de Guérande
- La Bourgogne : le pays du bon choix
- Le canal Rhin-Rhône fuit déjà

APRE 12 Rue Neuve du Pâtis
MONTARGIS 45200

Et l'acier fut trempé

74^e épisode,

Des bolchéviks sont rassemblés, officiellement pour un «exercice». Mais on s'attend à quelque chose de grave. On vient, en attendant, de présenter Anne à Pavel.

Tout en écoutant cette présentation ironiquement cérémonieuse, la jeune fille examinait Pavel. Elle s'arrangea une mèche qui dépassait de son foulard mauve. Ses yeux noirs aux reflets bleutés pétillaient, provocants, sous les cils soyeux. Pavel fronça le sourcil en se sentant rougir et reporta son regard sur Doubava.

— Et qui de vous cherche à convaincre l'autre ? fit-il en s'efforçant de sourire.

On entendit du bruit. Le commandant de la compagnie cria, grimpé sur une chaise :

— Communards de la 1^{re} compagnie, rassemblement en rangs dans cette salle ! Dépêchez-vous, camarades, dépêchez-vous !

Joukhraï, le président du comité exécutif provincial et Akim, qui venaient d'arriver, entrèrent dans la salle où les rangs s'étaient alignés.

Le président du comité prit place sur une estrade où se trouvait une mitrailleuse d'instruction, leva le bras et commença :

— Camarades, nous vous avons réunis ici pour une affaire extrêmement importante. Il est possible maintenant de dire ce qu'il fallait taire hier encore, car il s'agissait d'un secret militaire hautement confidentiel. Demain, au cours de la nuit, chez nous et dans d'autres villes d'Ukraine, doit éclater une insurrection contre-révolution-

Extraits

Nicolas OSTROVSKI

naire. La ville est bourrée d'anciens officiers. Tout autour se concentrent des bandes. Certains conspirateurs se sont infiltrés dans le détachement d'automitrailleuses et y travaillent comme chauffeurs. Mais la Tcheka a découvert le complot et nous appelons aux armes l'ensemble des membres du Parti et du Komsomol. Le bataillon des communistes agira aux côtés de nos élèves militaires déjà éprouvés et des détachements de la Tcheka. Les élèves de l'école militaire viennent de partir. C'est maintenant votre tour, camarades. Un quart d'heure pour vous armer et vous répartir selon vos missions. L'opération sera dirigée par le camarade Joukhraï. C'est lui qui fournira les précisions nécessaires. J'estime inutile d'insister auprès des communistes que vous êtes sur la gravité de la situation. L'émeute de demain doit être matée aujourd'hui même.

Un quart d'heure plus tard, le bataillon en armes était rassemblé dans la cour de l'école.

Joukhraï parcourut du regard les rangs immobiles.

Devant eux, à trois pas, deux hommes en baudrier : le commandant du bataillon, Méniailo, un fondeur athlétique de l'Oural ; à côté de lui, le commissaire Akim. A gauche, les sections de la 1^{re} compagnie avec, à deux pas, le commandant de la compagnie et le commissaire. Derrière eux, les rangs silencieux du bataillon communiste. Trois cents fusils.

Fédor donna le signal :
— C'est l'heure.

Ils avançaient, à trois cents, dans les rues désertes.

La ville dormait.

Au carrefour des rues Lvovskaïa et Dikaïa, le bataillon fit halte. L'action allait commencer.

En silence, ils cernèrent les pâtés de maisons. L'état-major s'installa sur les marches du magasin.

Venant du centre de la ville, une auto dévala la rue Lvovskaïa, éclairant le pavé de ses phares. Elle s'arrêta près de l'état-major.

Cette fois, Litké amenait son père, le commandant. Celui-ci sauta à terre et lança à son fils quelques phrases brèves en letton. La voiture démarra en trombe et disparut dans une artère latérale, la rue Dimitrievskaïa. Hugo Litké était tout yeux. Il ne faisait qu'un avec son volant : à droite... à gauche...

Ah ! ah ! son amour de la vitesse s'avérait utile aujourd'hui ! Personne ne lui collerait deux jours de cellule pour ses virages sur les chapeaux de roue.

Et Hugo filait comme un météore.

Joukhraï, qu'il transporta en un clin d'œil d'un bout de la ville à l'autre, ne put que manifester son approbation :

— Tu sais, Hugo, si tu n'écrases personne en roulant comme tu le fais, tu recevras demain un chronomètre en or.

Hugo se rengorgea :

— Et moi qui croyais avoir chopé dix jours de tôle pour mes virages...

A SUIVRE

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE MITTERRAND

VENTES D'ARMES

Nous cesserons toute vente d'armes et de pièces de rechange à certains pays comme l'Afrique du Sud.

ÉTHIOPIE - SOMALIE

Il n'est pas raisonnable que la France prenne parti dans un conflit comme celui qui oppose la Somalie à l'Éthiopie.

MOYEN ORIENT :

Reconnaissance du droit d'Israël à l'existence... et reconnaissance du droit des palestiniens à disposer d'une patrie et donc d'une entité nationale.

EUROPE

Poursuivre la construction de la communauté tout en transformant de l'intérieur... en pesant de tout le poids de notre pays sur son contenu économique.

SAHARA

Il n'y a pas incompatibilité entre la défense de l'intégrité du territoire mauritanien d'avant le partage du Sahara et le soutien aux revendications du Front Polisario... Nous prendrons position... en faveur de l'autodétermination de ce territoire.

INSTITUTIONS

Le premier ministre et le gouvernement devront jouer leur plein rôle dans la détermination et la conduite des affaires étrangères... la sagesse des hommes devra compenser le silence des institutions.

RENCONTRES AVEC BRANDT

Le climat de mes conversations... me donne le sentiment que la France ne sera pas isolée face aux spéculateurs.

Dans l'interview publiée dans *Le Monde* de jeudi, Mitterrand n'a pas innové en matière de politique étrangère, ni défini de grands desseins, simplement il a précisé les positions du parti socialiste sur quelques points.

Le plus frappant est qu'il propose apparemment de poursuivre la politique que Giscard a déjà engagée. C'est le cas pour l'Afrique du Sud où le principe d'arrêt des livraisons de matériel militaire est pris depuis longtemps. Mitterrand n'allant pas au-delà de ce principe dans ses propos, ceux-ci peuvent aussi bien vouloir dire qu'il s'accommoderait d'une situation comme celle existant actuellement ou qu'il leur donnerait un contenu autre. Il en est de même sur le commerce des armes pour lequel le gouvernement dit chercher à développer l'aéronautique civile pour remplacer les exportations militaires, comme le souhaite Mitterrand.

Sur la Somalie et l'Éthiopie, aucune nuance ne paraît séparer les propos de Mitterrand et les déclarations de De Guiringaud. Une grande convergence de vues existe également

sur le Proche-Orient.

Quant à l'Europe, les propositions sont suffisamment vagues pour qu'elles n'engagent pas. La seule innovation dans les propositions de Mitterrand est qu'elles mettent au futur une politique présentement menée. Pour autant, elles laissent une large place au flou, les mots identiques se transcrivent-ils par les mêmes actions ?

SAHARA : UN FLOU IMPORTANT

La question se pose de manière pressante à propos du Sahara : dire que l'on est pour l'autodétermination et justifier en même temps la présence du corps expéditionnaire en Mauritanie, c'est très précisément le contenu du discours télévisé de Giscard, au cours duquel il a

annoncé l'intervention française en décembre dernier.

LE PS, LES INSTITUTIONS ET LE PCF

Le plus important en fil de compte est l'allusion au débat institutionnel : qui,

le président et du gouvernement, décidera en matière de politique étrangère ? La réponse de Mitterrand ne signifie rien : le plein rôle du gouvernement n'est nul part défini. Quant à la «sagesse» qui devrait «compenser le silence des institutions» quel en serait le critère ? Sans aucun doute, il dépendrait de la nature de l'adversaire que le PS entend combattre. Considérant les convergences des propositions du PS avec Giscard, qui constituent autant de divergences avec le PCF, la position de Mitterrand est autant dirigée contre le PCF et son projet de rapprochement économique et politique avec l'autre superpuissance, la soviétique, que contre Giscard.

Continuité en politique étrangère, voilà la nouvelle politique extérieure d'un futur gouvernement socialiste.

Grégoire CARRAT

(Lire en page 3 les commentaires de politique intérieure de l'interview de Mitterrand)

En bref...

USA-MOYEN-ORIENT

Une nouvelle navette entre Jérusalem, Le Caire et Amman a été entamée par le secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient, Atherton. Son but est de réactiver les discussions israëlo-égyptiennes.

VENTES D'AVIONS US

Devant le Congrès américain, Vance a déclaré que les ventes d'avions au Moyen-Orient devaient toutes être acceptées, sinon aucune n'aurait lieu. Ces ventes comprennent des avions pour Israël, l'Égypte et l'Arabie saoudite. Un fort courant au Congrès ne voulait approuver que les ventes à Israël.

URSS

Klebanov, qui a fondé un syndicat avec d'autres ouvriers opposants à la dictature de Brejnev, a été emprisonné dans un hôpital psychiatrique du sud de l'Ukraine.

URSS-FRANCE

«Les officiels soviétiques estiment qu'il est déplacé de faire des déclarations quelconques sur l'opportunité de la participation de telle ou telle force politique aux gouvernements d'Etats étrangers» écrit Tass à propos de la France.

Ne mécontenter personne avant pour tirer le plus grand profit des résultats après, telle est la politique du Kremlin.

RDA-COMECON

«Personne n'a le droit de bloquer la production de certains produits en RDA... Des propositions ont été faites et mises en application qui ont provoqué des déficits au niveau de l'approvisionnement de la population ainsi que des pertes substantielles à l'exportation» a déclaré Honecker, président de la RDA.

Ces propos visent le COMECON, dont le plan d'intégration prévoit la définition de la production allemande de l'Est par rapport à un plan d'ensemble des pays de l'Est dominés par les intérêts de l'URSS.

Chômage

L'INSEE DÉMENT LE GOUVERNEMENT

Dans le *Quotidien du Peuple* du 17 février, nous avons rapporté la conférence de presse des syndicats CGT et CFDT de l'INSEE, où ces syndicats démontaient tous les mécanismes de trucage des chiffres du chômage par Raymond Barre et son ministre Beullac. Le premier ministre n'en continuait pas moins à se féliciter du chiffre publié en janvier, en baisse d'après lui sur décembre : «Les résultats obtenus sont

considérables... inespérés» indiquait Barre à l'issue du Conseil des Ministres de mercredi.

Manque de chance, c'est ce même jour que la direction de l'INSEE décidait, confirmant les révélations des syndicats, de démentir officiellement le gouvernement. Elle vient de diffuser un communiqué indiquant qu'il faut corriger les chiffres diffusés par Beullac pour les comparer à ceux de décembre, à cause des direc-

tives différentes données aux antennes des ANPE pour différer l'inscription des nouveaux chômeurs et hâter la radiation de certains. Ainsi, le chiffre publié par Barre et Beullac, sous-estimerait de 3,8 % le nombre de chômeurs !

Démenti par la direction de l'INSEE, voilà un événement peu fréquent pour un gouvernement. Il faut vraiment que le trucage ait été gros pour que la direction de l'INSEE sorte de sa réserve habituelle.

Belgrade : Brejnev rejette le texte de Giscard

La prolongation cette semaine de la conférence de Belgrade sur la sécurité ne semble pas pouvoir cacher son échec. Chargée de faire le bilan de la conférence d'Helsinki de 1975, elle n'a pu aboutir en décembre. Les commissions chargées d'établir des textes communs avaient jusqu'au 15 février pour finir. La semaine dernière, après plusieurs moutures, l'URSS proposait un texte ne faisant pratiquement pas allusion à la question la plus épineuse, celle des Droits de l'Homme. La délégation française proposait un texte de synthèse faisant l'amalgame de plusieurs thèses, mais qui était repoussé par les délégations de l'Est et de l'Ouest.

Pour appuyer ce texte, Giscard avait écrit à Brejnev pour lui demander de faire un pas en avant vers le texte français. Tito aurait fait la même démarche. Brejnev a répondu, semble-t-il, de façon négative. La conférence pourrait donc se terminer sans texte final, ce qui sanctionnerait la fin des illusions sur la «détente».

Poniatowski toujours à l'affut

L'ancien ministre des opérations coup de poing, prépare aussi l'après 78. Invité à *L'événement*, au titre de président d'honneur du Parti Républicain (PR), Poniatowski s'est efforcé d'atténuer la mauvaise image de marque de Barre, se présentant comme le porte-parole des objectifs de Giscard, qui si on le comprend bien, seraient mal expliqués par l'actuel premier ministre. D'où la débauche de promesses : 40 francs par jour pour les vieux (1200 francs par mois !), création d'une sorte de SMIC familial pour les familles de trois enfants au moins, évidemment revalorisation, dès 78, du SMIC (dans les mêmes proportions que lors des précédentes législatures)... Visiblement, le programme de Blois est si creux qu'il faut le compléter à la hâte !

SMIC

LA COURSE DES DÉMAGOGUES

La gauche n'a plus le monopole de l'adresse aux quelques 6 millions de travailleurs qui gagnent moins de 2000 francs par mois. On se souvient que le PCF avait fait du SMIC à 2400 francs un argument de poids dans sa querelle avec le PS qui, lui, ne parlait que de 2200 F. Mitterrand s'est finalement aligné sur le chiffre le plus fort «pour des raisons essentiellement politiques» (entendez : électorales) a-t-il dit. Aujourd'hui, c'est au tour de la droite de s'en-

gager dans cette course à la démagogie.

Servan-Schreiber formule le SMIC à 2400 F comme une réforme «décisive». Poniatowski, mercredi soir à la télévision, a lui aussi considéré «que le SMIC doit croître rapidement». Il n'est pas jusqu'à l'auteur du plan d'austérité qui porte son nom, Barre, qui accepte l'idée d'un SMIC à 2400 F. «Pas pour tout de suite» avait-il précisé mardi soir. Il faut croire que ses propos manquaient encore de démagogie, puisqu'il vient

encore de sursurcroquer jeudi matin sur *France Inter* en évoquant le «revenu familial» (salaires + allocations diverses) «qui doit approcher début 79 les 3500 francs pour la famille d'un smicard ayant deux enfants».

Comment ne pas parler de démagogie quand on voit ces larmes de crocodile sur les «bas salaires» de la part de tous ceux qui ont sans vergogne pratiqué le blocage du pouvoir d'achat, ou qui ont freiné les luttes qui se menaient sur ce terrain-là aussi.